

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3577

27 novembre 2014

SOMMAIRE

Alves & Famille S.à r.l.	171691	Grünwald Immo SA	171656
Amicale du Personnel en Retraite du Lycée Technique pour Professions de Santé ..	171687	Grünwald Immo SA	171656
Beaufort International S.A.	171653	H2M	171652
Beaufort International S.A.	171653	H2M	171652
Beaufort International S.A.	171653	Iceberg Luxembourg S.à r.l.	171656
Beaufort International S.A.	171653	ICE IP S.A.	171655
Beaufort International S.A.	171653	IGEFI Holdings S.à r.l.	171650
Beaufort International S.A.	171653	Immobilière Pirrotte Real Estate Services S.A.	171650
Beaufort International S.A.	171653	Immobilière Pirrotte S.A.	171650
CAERUS Real Estate Debt Lux. S.C.A., SI- CAV-SIF	171660	Immo Terrains S.A.	171682
Capitaux d'Investissements et de Résultats S.A.	171664	ING Pomona Private Equity Management (Luxembourg) S.A.	171652
Florett	171687	JAZ International S.à r.l.	171664
Foord SICAV	171696	JHG International (Luxembourg) S.à r.l.	171650
Frey Wille Luxemburg	171696	Juniperus S.A.	171651
Future Brands Sàrl	171696	Kansas City Southern International Invest- ments	171657
Geslux S.A.	171656	Kimberley International S.A.	171652
Giusa S.à r.l.	171654	Koho Investments (Luxembourg) S.A. ..	171651
Giusa S.à r.l.	171654	Krim S.à r.l.	171651
Global Compliance	171654	Levanter Real 3 S.à r.l.	171651
GP Investissement S.A.	171656	Libra Luxembourg S.à r.l.	171693
Greenvest S.A.	171655	Longview S.A.	171651
Greenvest S.A.	171655	L & VK S.à r.l., SPF	171650
Greenvest S.A.	171655	Patron Mollstrasse Holdings S. à r.l.	171672
Greenvest S.A.	171654	Redai Holding S.A.	171696
Greenvest S.A.	171654	Unigestion Secondary Opportunity III, SCA-SICAV-SIF	171690
Greenvest S.A.	171654		

Immobilière Pirrotte Real Estate Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.
R.C.S. Luxembourg B 115.288.

Les comptes annuels au 31-12-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pitt PIRROTTE

L'Administrateur délégué

Référence de publication: 2014172049/11.

(140197194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

IGEFI Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2361 Strassen, 7, rue des Primeurs.
R.C.S. Luxembourg B 116.481.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014172046/11.

(140197042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Immobilière Pirrotte S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.
R.C.S. Luxembourg B 36.923.

Les comptes annuels au 31-12-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pitt PIRROTTE

L'Administrateur délégué

Référence de publication: 2014172050/11.

(140197112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

JHG International (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 9.517.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 167.853.

Les comptes annuels pertes pour la période du 8 mars 2012 (date de constitution) au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 novembre 2014.

Référence de publication: 2014172075/11.

(140197213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

L & VK S.à r.l., SPF, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 152.970.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 04 novembre 2014.

Référence de publication: 2014172099/10.

(140197237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Levanter Real 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 133.767.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 octobre 2014.

Référence de publication: 2014172102/10.

(140196792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Krim S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 282.000,00.**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 14, avenue du Dix Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 165.675.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Référence de publication: 2014172098/10.

(140196469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Longview S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 122.517.

Les comptes annuels de la société Longview S..A. au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014172105/10.

(140196254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Koho Investments (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 74.379.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

KOHO INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2014172096/11.

(140196572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Juniperus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.
R.C.S. Luxembourg B 153.524.

Extrait de la Réunion du Conseil d'Administration du 31 octobre 2014

Le Conseil d'administration décide à l'unanimité de transférer le siège social du 9, rue de Saint Hubert L-1744 Luxembourg au 3-7, rue Schiller L-2519 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Michel Jadot / Freddy Bracke

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014172080/13.

(140196215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

ING Pomona Private Equity Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 81.326.

Le bilan de la société au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014172055/12.

(140196640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

H2M, Société Anonyme.

Capital social: EUR 500.000,00.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 10, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 148.974.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 22 octobre 2014

1. NOMINATION DE REVISEUR D'ENTREPRISES

Sont nommés réviseurs d'entreprises:

- VPC Luxembourg, 4a, Op des Haart, L-9999 Wemperhardt et ATWELL, 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg, co-réviseurs d'entreprises agréés, pour les comptes annuels et consolidés au 31.12.2014, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014172033/14.

(140196559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Kimberley International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 135.472.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

KIMBERLEY INTERNATIONAL S.A.

Référence de publication: 2014172092/11.

(140196533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

H2M, Société Anonyme.

Capital social: EUR 500.000,00.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 10, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 148.974.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 25 septembre 2014

5. NOMINATION OU RENOUVELLEMENT DU REVISEUR D'ENTREPRISES

Sont nommés réviseurs d'entreprises, le mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tient en 2014:

- H.R.T. Révision S.A., 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, pour les comptes sociaux au 31.12.2013, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2014,

- VPC Luxembourg, 4a, Op des Haart, L-9999 Wemperhardt et ATWELL, 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg, co-réviseurs d'entreprises agréés, pour les comptes consolidés au 31.12.2013, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes consolidés au 31.12.2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014172034/17.

(140196559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Beaufort International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 96.641.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014174376/9.

(140200082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Beaufort International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 96.641.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014174377/9.

(140200083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Beaufort International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 96.641.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014174378/9.

(140200084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Beaufort International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 96.641.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014174379/9.

(140200085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Beaufort International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 96.641.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014174380/9.

(140200086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Beaufort International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 96.641.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014174381/9.

(140200087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Giusa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2352 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Probst.
R.C.S. Luxembourg B 163.517.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014174588/9.
(140199925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Global Compliance, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 169.350.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014174589/9.
(140199511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Giusa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2352 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Probst.
R.C.S. Luxembourg B 163.517.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014174587/9.
(140199900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Greenvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5339 Moutfort, 49, rue de Contern.
R.C.S. Luxembourg B 83.193.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014174597/9.
(140200125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Greenvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5339 Moutfort, 49, rue de Contern.
R.C.S. Luxembourg B 83.193.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014174599/9.
(140200127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Greenvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5339 Moutfort, 49, rue de Contern.
R.C.S. Luxembourg B 83.193.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014174603/9.
(140200131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Greenvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5339 Moutfort, 49, rue de Contern.

R.C.S. Luxembourg B 83.193.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014174602/9.

(140200130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Greenvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5339 Moutfort, 49, rue de Contern.

R.C.S. Luxembourg B 83.193.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014174598/9.

(140200126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Greenvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5339 Moutfort, 49, rue de Contern.

R.C.S. Luxembourg B 83.193.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014174595/9.

(140200123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Greenvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5339 Moutfort, 49, rue de Contern.

R.C.S. Luxembourg B 83.193.

Les comptes annuels au 31 décembre 2003 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014174604/9.

(140200132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Greenvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5339 Moutfort, 49, rue de Contern.

R.C.S. Luxembourg B 83.193.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014174594/9.

(140200122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

ICE IP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8832 Rombach, 3, rue des Tilleuls.

R.C.S. Luxembourg B 116.256.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014174642/9.

(140200209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

GP Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 110.523.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014174592/10.

(140200109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Grünwald Immo SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18-20, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 108.146.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014174605/10.

(140199759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Grünwald Immo SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18-20, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 108.146.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014174606/10.

(140199760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Geslux S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 8, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 155.007.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014174583/9.

(140199592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Iceberg Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 184.524.

Il est pris note du changement d'adresse du gérant suivant avec effet au 29 octobre 2014:
Mr Eugenio Minvielle Lagos, gérant de catégorie A, avec adresse professionnelle au 3 Beaty Court, Rye, New York
10580, Etats-Unis d'Amérique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 novembre 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014174644/15.

(140199902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Kansas City Southern International Investments, Société Anonyme.

Siège de direction effectif: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 175.499.

In the year two thousand fourteen, on the eleventh day of November.

Before US Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Is held

an extraordinary shareholder's general meeting of KANSAS CITY SOUTHERN INTERNATIONAL INVESTMENTS S.A., a corporation incorporated under the laws of the United Mexican States, having its registered office at Mexico City, Federal District, United Mexican States, registered in the Public Registry of Commerce (Registro Público de Comercio) of Mexico City in the electronic commerce file 487071-1 on January 30, 2013, and having its place of effective management/ place of central administration at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, under registration with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 175.499.

The meeting is opened by Mr. Regis Galiotto, notary's clerk, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, being in the chair (hereafter the "Chairman"),

who appoints as secretary and the meeting elects as Solange Wolter, notary's clerk, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

I. The shareholder(s) present or represented, the proxyholder(s) of the represented shareholder(s) and the number of their shares are recorded in an attendance list; this attendance list, signed by the shareholder(s), the proxyholder(s) of the represented shareholder(s) and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for registration purposes.

The proxy/proxies of the represented shareholder(s) will also remain annexed to the present deed after having been signed "ne varietur" by the proxyholder(s) of the appearing persons and the undersigned notary.

II. As it appears from the said attendance list, all the issued shares, representing the whole share capital of the Company, are present or represented at the present general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

III. The share capital of the Company amounts to one billion six hundred seventy-five million eighteen thousand five hundred seventy-nine and 29/100 pesos legal currency of the United Mexican States (MXN 1,675,018,579.29), and is represented by: (i) one hundred twenty-two million two hundred thirty-nine thousand five hundred sixteen (122,239,516) ordinary nominative Series "A" shares without par value and (ii) thirteen million five hundred eighty-two thousand one hundred sixty-eight (13,582,168) limited voting, ordinary, nominative, Series "L" shares without par value.

IV. That the agenda of the meeting (the "Agenda") is the following:

Agenda

1) Consider waiving the convening notice;

2) Consider dividing the share capital of the Company into (i) ordinary nominative Series "A" shares with a par value of one peso legal currency of the United Mexican States (MXN 1) each, and (ii) limited voting, ordinary, nominative, Series "L" shares with a par value of one peso legal currency of the United Mexican States (MXN 1) each;

3) Consider decreasing the share capital of the Company by an amount of one billion five hundred thirty-nine million one hundred ninety-six thousand eight hundred ninety-five and 29/100 pesos legal currency of the United Mexican States (MXN 1,539,196,895.29) in order to decrease it from its present amount of one billion six hundred seventy-five million eighteen thousand five hundred seventy-nine and 29/100 pesos legal currency of the United Mexican States (MXN 1,675,018,579.29) to one hundred thirty-five million eight hundred twenty-one thousand six hundred eighty-four pesos legal currency of the United Mexican States (MXN 135,821,684);

4) Consider allocating the proceeds resulting from such capital reduction to (i) the series "A" share premium account of the Company for an amount of one billion three hundred eighty-five million two hundred seventy-seven thousand two hundred ten and 32/100 pesos legal currency of the United Mexican States (MXN 1,385,277,210.32), and (ii) the series "L" share premium account of the Company for an amount of one hundred fifty-three million nine hundred nineteen thousand six hundred eighty four and 97/100 pesos legal currency of the United Mexican States (MXN 153,919,684.97);

5) Consider the subsequent amendment of Article 6 of the Company's articles of association to give it the following content:

" **6. Capital stock.** The subscribed and paid capital of the Company shall be the amount of one hundred thirty-five million eight hundred twenty-one thousand six hundred eighty-four pesos legal currency of the United Mexican States (MXN 135,821,684), and is represented by: (i) one hundred twenty-two million two hundred thirty-nine thousand five hundred sixteen (122,239,516) ordinary nominative Series "A" shares with a par value of one peso legal currency of the United Mexican States (MXN 1) each, and (ii) thirteen million five hundred eighty-two thousand one hundred sixtyeight

(13,582,168) limited voting, ordinary, nominative, Series “L” shares with a par value of one peso legal currency of the United Mexican States (MXN 1) each.”

6) Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the shareholder(s) of the Company and on basis of the agenda, the shareholder(s) of the Company take(s) the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital being represented at the present general meeting, the general meeting waives the convening notice, the shareholder(s) considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the Agenda which has/have been communicated to it/them in advance.

Second resolution

The general meeting resolves to divide the share capital of the Company into (i) ordinary nominative Series “A” shares with a par value of one peso legal currency of the United Mexican States (MXN 1) each, and (ii) limited voting, ordinary, nominative, Series “L” shares with a par value of one peso legal currency of the United Mexican States (MXN 1) each.

The general meeting resolves to decrease of the share capital of the Company by an amount of one billion five hundred thirty-nine million one hundred ninety-six thousand eight hundred ninety-five and 29/100 pesos legal currency of the United Mexican States (MXN 1,539,196,895.29) in order to decrease it from its present amount of one billion six hundred seventy-five million eighteen thousand five hundred seventy-nine and 29/100 pesos legal currency of the United Mexican States (MXN 1,675,018,579.29) to one hundred thirty-five million eight hundred twenty-one thousand six hundred eighty-four pesos legal currency of the United Mexican States (MXN 135,821,684).

The general meeting further resolves to allocate the proceeds resulting from such capital reduction to (i) the series “A” share premium account of the Company for an amount of one billion three hundred eighty-five million two hundred seventy-seven thousand two hundred ten and 32/100 pesos legal currency of the United Mexican States (MXN 1,385,277,210.32), and (ii) the series “L” share premium account of the Company for an amount of one hundred fifty-three million nine hundred nineteen thousand six hundred eighty four and 97/100 pesos legal currency of the United Mexican States (MXN 153,919,684.97).

Third resolution

Pursuant to the above share capital decrease, the general meeting resolves to amend Article 6 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

““ **6. Capital stock.** The subscribed and paid capital of the Company shall be the amount of one hundred thirty-five million eight hundred twenty-one thousand six hundred eighty-four pesos legal currency of the United Mexican States (MXN 135,821,684), and is represented by: (i) one hundred twenty-two million two hundred thirty-nine thousand five hundred sixteen (122,239,516) ordinary nominative Series “A” shares with a par value of one peso legal currency of the United Mexican States (MXN 1) each, and (ii) thirteen million five hundred eighty-two thousand one hundred sixty-eight (13,582,168) limited voting, ordinary, nominative, Series “L” shares with a par value of one peso legal currency of the United Mexican States (MXN 1) each.”

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present deed are estimated at approximately three thousand Euros (EUR 3,000.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le onze novembre,

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

S’est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de KANSAS CITY SOUTHERN INTERNATIONAL INVESTMENTS S.A., une société anonyme dûment constituée selon les lois des Etats Unis du Mexique, ayant son siège social à Mexico, District Fédéral, Etats Unis du Mexique et enregistrée auprès du registre public de commerce (Registro Publico de Comercio) de Mexico dans le registre du commerce électronique 487071-1 daté du 30 janvier 2013 et ayant son siège de direction effective /siège de l’administration centrale au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché

de Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le matricule B 175.499.

L'assemblée est ouverte par Mr. Régis Galiotto, clerc de notaire, avec adresse professionnelle au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que président (ci-après le «Président»),

qui désigne comme secrétaire et l'assemblée nomme Solange Wolter, clerc de notaire, avec adresse professionnelle au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, comme scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, le Président requiert et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que le(s) actionnaire(s) présent(s) ou représenté(s), le(s) mandataire(s) du/des actionnaire(s) représenté(s) et le nombre d'actions qu'il(s) détient/détiennent est indiqué sur une liste de présence; cette liste de présence, signée par le (s) actionnaire(s), son/leur(s) mandataire(s) et par le notaire instrumentaire, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

La/les procuration(s) de(s) actionnaire(s) représenté(s) restera/resteront également annexée(s) au présent acte après avoir été signées «ne varietur» par le(s) mandataire(s) du/des comparant(s) et le notaire instrumentaire.

II. Tel qu'il résulte de la liste de présence, toutes les actions émises, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont présentes ou représentées à la présente assemblée, afin que l'assemblée puisse valablement délibérer sur tous les points de l'agenda.

III. Le capital social de la Société s'élève à un milliard six cent soixante-quinze million dix-huit mille cinq cent soixante-dix-neuf Pesos Mexicains et vingt-neuf Cents (MXN 1.675.018.579,29), et est représenté par: (i) cent vingt-deux million deux cent trente-neuf mille cinq cent seize (122.239.516) actions ordinaires, nominatives de Séries «A», sans pair comptable et (ii) treize million cinq cent quatre-vingt-deux mille cent soixante-huit (13.582.168) actions avec droit de vote limité, ordinaires, nominatives de Séries "L", sans pair comptable.

IV. Que l'ordre du jour de l'assemblée (l'«Ordre du Jour») est le suivant:

Ordre du jour

1) Considérer la renonciation aux formalités de convocation;

2) Considérer la division du capital social de la Société en (i) actions ordinaires, nominatives de Séries «A», avec un pair comptable d'un Peso Mexicain (MXN 1) chacune, et (ii) actions avec droit de vote limité, ordinaires, nominatives de Séries "L", avec un pair comptable d'un Peso Mexicain (MXN 1) chacune;

3) Considérer la diminution du capital social de la Société d'un montant d'un milliard cinq cent trente-neuf million cent quatre-vingt-seize mille huit cent quatre-vingt-quinze Pesos Mexicains et vingt-neuf Cents (MXN 1.539.196.895,29) afin de le diminuer de son montant actuel d'un milliard six cent soixante-quinze million dix-huit mille cinq cent soixante-dix-neuf Pesos Mexicains et vingt-neuf Cents (MXN 1.675.018.579,29) à cent trente-cinq million huit cent vingt-et-un mille six cent quatre-vingt-quatre Pesos Mexicains (MXN 135.821.684);

4) Considérer l'allocation de la somme résultant de cette réduction de capital au (i) compte de prime d'émission attaché aux actions de Séries «A» de la Société pour un montant d'un milliard trois cent quatre-vingt-cinq million deux cent soixante-dix-sept mille deux cent dix Pesos Mexicains et trente-deux cents (MXN 1.385.277.210,32), et (ii) compte de prime d'émission attaché aux actions de Séries «L» pour un montant de cent cinquante-trois million neuf cent dix-neuf mille six cent quatre-vingt-quatre Pesos Mexicains et quatre-vingt-dix-sept cents (MXN 153.919.684,97);

5) Considérer la modification de l'article 6 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

« **6. Capital-actions.** Le capital souscrit et libéré de la Société s'élève à cent trente-cinq million huit cent vingt-et-un mille six cent quatre-vingt-quatre Pesos Mexicains (MXN 135.821.684), et est représenté par: (i) cent vingt-deux million deux cent trente-neuf mille cinq cent seize (122.239.516) actions ordinaires, nominatives de Séries «A», avec un pair comptable d'un Peso Mexicain (MXN 1) chacune et (ii) treize million cinq cent quatre-vingt-deux mille cent soixante-huit (13.582.168) actions avec droit de vote limité, ordinaires, nominatives de Séries "L", avec un pair comptable d'un Peso Mexicain (MXN 1) chacune.»

6) Divers.

Le(s) actionnaire(s) de la Société, après avoir délibéré(s), et sur base de l'Ordre du Jour, prend/prennent à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social étant représentée à la présente assemblée, l'assemblée générale renonce aux formalités de convocation, le(s) actionnaire(s) se considérant comme dûment convoqué(s) et déclarant avoir une connaissance parfaite de l'Ordre du Jour qui lui/leur a été communiqué en avance.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de diviser le capital social de la Société en (i) actions ordinaires, nominatives de Séries «A», avec un pair comptable d'un Peso Mexicain (MXN 1) chacune, et (ii) actions avec droit de vote limité, ordinaires, nominatives de Séries "L", avec un pair comptable d'un Peso Mexicain (MXN 1) chacune.

L'assemblée générale décide de diminuer le capital social de la Société d'un montant d'un milliard cinq cent trente-neuf million cent quatre-vingt-seize mille huit cent quatre-vingt-quinze Pesos Mexicains et vingt-neuf Cents (MXN 1.539.196.895,29) afin de le diminuer de son montant actuel d'un milliard six cent soixante-quinze million dix-huit mille cinq cent soixante-dix-neuf Pesos Mexicains et vingt-neuf Cents (MXN 1.675.018.579,29) à cent trente-cinq million huit cent vingt-et-un mille six cent quatre-vingt-quatre Pesos Mexicains (MXN 135.821.684).

L'assemblée générale décide ensuite d'allouer la somme résultant de cette réduction de capital au (i) compte de prime d'émission attaché aux actions de Séries «A» de la Société pour un montant d'un milliard trois cent quatre-vingt-cinq million deux cent soixante-dix-sept mille deux cent dix Pesos Mexicains et trente-deux cents (MXN 1.385.277.210,32), et (ii) compte de prime d'émission attaché aux actions de Séries «L» pour un montant de cent cinquante-trois million neuf cent dix-neuf mille six cent quatre-vingt-quatre Pesos Mexicains et quatre-vingt-dix-sept cents (MXN 153.919.684,97).

Troisième résolution

Suite à la diminution de capital ci-dessus, l'assemblée générale décide de modifier l'Article 6 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Capital - Actions.** Le capital souscrit et libéré de la Société s'élève à cent trente-cinq million huit cent vingt-et-un mille six cent quatre-vingt-quatre Pesos Mexicains (MXN 135.821.684), et est représenté par: (i) cent vingt-deux million deux cent trente-neuf mille cinq cent seize (122.239.516) actions ordinaires, nominatives de Séries «A», avec un pair comptable d'un Peso Mexicain (MXN 1) chacune et (ii) treize million cinq cent quatre-vingt-deux mille cent soixante-huit (13.582.168) actions avec droit de vote limité, ordinaires, nominatives de Séries "L", avec un pair comptable d'un Peso Mexicain (MXN 1) chacune.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à environ trois mille Euros (3.000.- EUR).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le(s) comparant(s) l'a/ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 novembre 2014. Relation: LAC/2014/53652. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Référence de publication: 2014184283/203.

(140207844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

CAERUS Real Estate Debt Lux. S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 182.873.

In the year two thousand and fourteen,
on the fourteenth day of November.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of CAERUS Real Estate Debt Lux. S.C.A., SICAV-SIF, a Luxembourg partnership limited by shares (société en commandite par actions) qualifying as an investment company with variable share capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé), having its registered office at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 182.873, incorporated pursuant to a notarial deed drawn up in Luxembourg by the Luxembourg notary Maître Jean-Joseph Wagner dated 4 December 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, under number 60, on 8 January 2014, page 2834 and modified for the

last time by the Luxembourg notary Maître Jean-Joseph Wagner dated 14 July 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, under number 2685, on 2 October 2014, page 128878.

The extraordinary general meeting was opened at 11:30 CET and was presided by Mr Christian Lennig, Rechtsanwalt, residing professionally in Luxembourg who appointed as secretary Mr Matthias Kerbusch, juriste, residing professionally in Luxembourg.

The extraordinary general meeting elected as scrutineer Mr Leonhard Nagel, juriste, residing professionally in Luxembourg.

The bureau of the extraordinary general meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares they hold are shown on the attendance list, signed by the members of the bureau and the undersigned notary. This list, together with the proxies initialled in variety by the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to this deed in order to be filed with the registration authorities.

II. It appears from the attendance list that out of 85,000,000 Class A Shares of Sub Fund II, 1,000 Class C-Shares of Sub Fund II and one (1) management share of no par value, representing one hundred (100%) per cent of the share capital of the Company, are represented at the extraordinary general meeting. All the shareholders have declared that they have been sufficiently informed of the agenda of the meeting beforehand and have waived all convening requirements and formalities. The meeting is therefore properly constituted and can validly consider all items of the agenda.

III. The agenda of the extraordinary general meeting is as follows:

1. Amending the first and second paragraphs of article 7.3 of the Company's articles of incorporation (the "Articles") to read as follows:

" **7.3 Default provisions.** If an Investor in a particular Sub-fund fails to pay any part of its Commitment when due and payable (including to one or more lenders (or its or their agent) under a Subscription Facility), the relevant Investor will be notified by the General Partner and it shall pay to the Sub-fund interest on the amount outstanding at an annual rate of 10% above the legal rate ("taux légal"), as determined by grand-ducal regulation in Luxembourg from year to year per annum, from the date upon which such drawn amount became due until the actual date of payment thereof and it shall indemnify the Fund and/or the Sub-fund for any fees and expenses, including, without limitation, attorney's fees, incurred as a result of the default. Distributions to the Investor will be set-off or withheld until any amounts outstanding have been paid in full.

If the Investor fails to remedy such default within 5 Bank Business Days after the date of the notification of its default by the General Partner, the Investor shall be in default (the "Defaulting Investor") and shall (without prejudice to the rights of the lenders under a Subscription Facility):[The remainder of the second paragraph remains unchanged]"

2. Amending article 11.2 (g) of the Articles to read as follows:

"(g) when for any other reason, the prices of any investments cannot be promptly or accurately ascertained.

All Shareholders will be informed of a temporary suspension of the calculation of the Net Asset Value of the Shares. In addition, notice of such suspension shall be published, if deemed appropriate by the AIFM."

3. Amending article 13 of the Articles as follows:

a) Amending the fourth paragraph, letter (v) to read as follows:

"(v) in the event that any replacement general partner or investment advisor(s) respectively manager(s) are appointed, such replacement general partner or investment advisor(s), or manager(s) shall only be entitled to an arm's length remuneration;"

b) Amending the fifth paragraph, letter (v) to read as follows:

"(v) in the event that any replacement general partner or investment advisor(s) respectively manager(s) are appointed, such replacement general partner or investment advisor(s), or manager(s) shall only be entitled to an arm's length remuneration."

4. Amending the first and second paragraphs of article 32.2 of the Articles to read as follows:

" **32.2 Amalgamation, Division or Transfer of Sub-funds or Classes.** Under the same circumstances as provided above in Article 32.1, but subject to the prior written consent of all Shareholders in the relevant Subfund(s) and Class(es) of Shares, the General Partner may decide to allocate the assets of any Sub-fund and/or Class to those of another existing Sub-fund and/or Class within the Fund or to another Luxembourg undertaking for collective investment or to another Sub-fund and/or Class within such other Luxembourg undertaking for collective investment (the "new Sub-fund") and to re-designate the Shares of the relevant Sub-fund and/or Class as Shares of another Sub-fund and/or Class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be published in the same manner as described above in the Article 32.1 (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Sub-fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period

Under the same circumstances as provided above in Article 32.1, but subject to the prior written consent of all Shareholders in the relevant Subfund(s) and Class(es) of Shares, the General Partner may decide to reorganise a Sub-fund and/or Class by means of a division into two or more Sub-funds and/or Classes. Such decision will be published in the same manner as in Article 32.1 (and, in addition, the publication will contain information about the two or more new Sub-funds) one month before the date on which the division becomes effective, in order to enable the Shareholders to request redemption or conversion of their Shares free of charge during such period."

5. Inserting the words "Tax Compliance" in the heading of Chapter V of the Articles of Incorporation and inserting a new article 29 to read as follows:

" **29. Tax compliance.** Each Shareholder and each transferee shall furnish to the General Partner, or any third party designated by the General Partner (a "Designated Third Party"), in such form and at such time as is reasonably requested by the General Partner or the Designated Third Party (including by way of electronic certification) any information, representations, waivers and forms relating to the Shareholder (or the Shareholder's direct or indirect owners or account holders) as shall reasonably be requested by the General Partner or the Designated Third Party to assist it in obtaining any exemption from, reduction in or refund of any withholding or other taxes imposed by or owed to any taxing authority or other governmental agency (including withholding taxes imposed pursuant to the Foreign Account Tax Compliance provisions of the Hiring Incentives to Restore Employment Act of 2010, or any similar or successor legislation or inter-governmental agreement, or any agreement entered into pursuant to any such legislation or intergovernmental agreement) upon the Fund, amounts paid to the Fund, or amounts allocable or distributable by the Fund to such Shareholder or transferee. In the event that any Shareholder or transferee fails to furnish such information, representations, waivers or forms to the General Partner or the Designated Third Party, the General Partner or the Designated Third Party shall have full authority to take any and all of the following actions: (i) withhold any taxes required to be withheld pursuant to any applicable legislation, regulations, rules or agreements; (ii) effect a compulsory redemption of a Shareholder's or transferee's Shares, and (iii) form and operate an investment vehicle organized in the United States that is treated as a "domestic partnership" for purposes of section 7701 of the Internal Revenue Code of 1986, as amended and transfer such Shareholder's or transferee's Shares or its interest in the Fund's assets and liabilities to such investment vehicle. If requested by the General Partner or the Designated Third Party, the Shareholder or transferee shall execute any and all documents, opinions, instruments and certificates as the General Partner or the Designated Third Party shall have reasonably requested to effectuate the foregoing. Each Shareholder hereby grants to the General Partner or the Designated Third Party a power of attorney, coupled with an interest, to execute any such documents, instruments or certificates on behalf of the Shareholder, if the Shareholder fails to do so.

The Shareholder understands and agrees that the General Partner may disclose to a Designated Third Party, and that each of the General Partner or a Designated Third Party may disclose information regarding any Shareholder (including any information provided by the Shareholder pursuant to this Article 29) to any person to whom information is required or requested to be disclosed by any taxing authority or other governmental agency including, in each case, disclosing to jurisdictions which do not have strict data protection or similar laws, to enable the Fund to comply with any applicable law or regulation or agreement with a governmental authority.

Each Shareholder hereby waives all rights it may have under applicable bank secrecy, data protection and similar legislation that would otherwise prohibit any such disclosure and warrants that each person whose information it provides (or has provided) to the General Partner or the Designated Third Party has been given such information, and has given such consent, as may be necessary to permit the collection, processing, disclosure, transfer and reporting of their information as set out in this Article 29.

Each Shareholder understands and agrees that the General Partner or the Designated Third Party may enter into agreements on behalf of the Fund with any applicable taxing authority (including any agreement entered into pursuant to the Foreign Account Tax Compliance provisions of the Hiring Incentives to Restore Employment Act of 2010, or any similar or successor legislation or intergovernmental agreement) to the extent it determines such an agreement is in the best interest of the Fund or any Shareholder.:"

and to amend the numbering in the Articles of Incorporation accordingly.

The extraordinary general meeting is thus regularly constituted and can validly decide on the items of its agenda.

The extraordinary general meeting deliberated and adopted the following resolution:

First resolution

The extraordinary general meeting RESOLVES to amend article 7.3 of the Articles to read as follows:

" **7.3 Default provisions.** If an Investor in a particular Sub-fund fails to pay any part of its Commitment when due and payable (including to one or more lenders (or its or their agent) under a Subscription Facility), the relevant Investor will be notified by the General Partner and it shall pay to the Sub-fund interest on the amount outstanding at an annual rate of 10% above the legal rate ("taux légal"), as determined by grand-ducal regulation in Luxembourg from year to year per annum, from the date upon which such drawn amount became due until the actual date of payment thereof and it shall indemnify the Fund and/or the Sub-fund for any fees and expenses, including, without limitation, attorney's fees, incurred as a result of the default. Distributions to the Investor will be set-off or withheld until any amounts outstanding have been paid in full.

If the Investor fails to remedy such default within 5 Bank Business Days after the date of the notification of its default by the General Partner, the Investor shall be in default (the "Defaulting Investor") and shall (without prejudice to the rights of the lenders under a Subscription Facility): [The remainder of the second paragraph remains unchanged]"

Second resolution

The extraordinary general meeting RESOLVES to amend article 11.2

(g) of the Articles to read as follows:

"(g) when for any other reason, the prices of any investments cannot be promptly or accurately ascertained.

All Shareholders will be informed of a temporary suspension of the calculation of the Net Asset Value of the Shares. In addition, notice of such suspension shall be published, if deemed appropriate by the AIFM."

Third resolution

The extraordinary general meeting RESOLVES to amend article 13 of the Articles as follows:

a) Amend the fourth paragraph, letter (v) to read as follows:

"(v) in the event that any replacement general partner or investment advisor(s) respectively manager(s) are appointed, such replacement general partner or investment advisor(s), or manager(s) shall only be entitled to an arm's length remuneration;"

b) Amend the fifth paragraph, letter (v) to read as follows:

"(v) in the event that any replacement general partner or investment advisor(s) respectively manager(s) are appointed, such replacement general partner or investment advisor(s), or manager(s) shall only be entitled to an arm's length remuneration."

Fourth resolution

The extraordinary general meeting RESOLVES to amend the first and second paragraphs of article 32.2 of the Articles as follows:

" **32.2 Amalgamation, Division or Transfer of Sub-funds or Classes.** Under the same circumstances as provided above in Article 32.1, but subject to the prior written consent of all Shareholders in the relevant Subfund(s) and Class(es) of Shares, the General Partner may decide to allocate the assets of any Sub-fund and/or Class to those of another existing Sub-fund and/or Class within the Fund or to another Luxembourg undertaking for collective investment or to another Sub-fund and/or Class within such other Luxembourg undertaking for collective investment (the "new Sub-fund") and to re-designate the Shares of the relevant Sub-fund and/or Class as Shares of another Sub-fund and/or Class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be published in the same manner as described above in the Article 32.1 (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Sub-fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period

Under the same circumstances as provided above in Article 32.1, but subject to the prior written consent of all Shareholders in the relevant Subfund(s) and Class(es) of Shares, the General Partner may decide to reorganise a Sub-fund and/or Class by means of a division into two or more Sub-funds and/or Classes. Such decision will be published in the same manner as in Article 32.1 (and, in addition, the publication will contain information about the two or more new Sub-funds) one month before the date on which the division becomes effective, in order to enable the Shareholders to request redemption or conversion of their Shares free of charge during such period."

Fifth resolution

The extraordinary general meeting RESOLVES to insert the words "Tax Compliance" in the heading of Chapter V of the Articles of Incorporation and to insert a new article 29 to read as follows:

" **29. Tax compliance.** Each Shareholder and each transferee shall furnish to the General Partner, or any third party designated by the General Partner (a "Designated Third Party"), in such form and at such time as is reasonably requested by the General Partner or the Designated Third Party (including by way of electronic certification) any information, representations, waivers and forms relating to the Shareholder (or the Shareholder's direct or indirect owners or account holders) as shall reasonably be requested by the General Partner or the Designated Third Party to assist it in obtaining any exemption from, reduction in or refund of any withholding or other taxes imposed by or owed to any taxing authority or other governmental agency (including withholding taxes imposed pursuant to the Foreign Account Tax Compliance provisions of the Hiring Incentives to Restore Employment Act of 2010, or any similar or successor legislation or inter-governmental agreement, or any agreement entered into pursuant to any such legislation or intergovernmental agreement) upon the Fund, amounts paid to the Fund, or amounts allocable or distributable by the Fund to such Shareholder or transferee. In the event that any Shareholder or transferee fails to furnish such information, representations, waivers or forms to the General Partner or the Designated Third Party, the General Partner or the Designated Third Party shall have full authority to take any and all of the following actions: (i) withhold any taxes required to be withheld pursuant to any applicable legislation, regulations, rules or agreements; (ii) effect a compulsory redemption of a Shareholder's or

transferee's Shares, and (iii) form and operate an investment vehicle organized in the United States that is treated as a "domestic partnership" for purposes of section 7701 of the Internal Revenue Code of 1986, as amended and transfer such Shareholder's or transferee's Shares or its interest in the Fund's assets and liabilities to such investment vehicle. If requested by the General Partner or the Designated Third Party, the Shareholder or transferee shall execute any and all documents, opinions, instruments and certificates as the General Partner or the Designated Third Party shall have reasonably requested to effectuate the foregoing. Each Shareholder hereby grants to the General Partner or the Designated Third Party a power of attorney, coupled with an interest, to execute any such documents, instruments or certificates on behalf of the Shareholder, if the Shareholder fails to do so.

The Shareholder understands and agrees that the General Partner may disclose to a Designated Third Party, and that each of the General Partner or a Designated Third Party may disclose information regarding any Shareholder (including any information provided by the Shareholder pursuant to this Article 29) to any person to whom information is required or requested to be disclosed by any taxing authority or other governmental agency including, in each case, disclosing to jurisdictions which do not have strict data protection or similar laws, to enable the Fund to comply with any applicable law or regulation or agreement with a governmental authority.

Each Shareholder hereby waives all rights it may have under applicable bank secrecy, data protection and similar legislation that would otherwise prohibit any such disclosure and warrants that each person whose information it provides (or has provided) to the General Partner or the Designated Third Party has been given such information, and has given such consent, as may be necessary to permit the collection, processing, disclosure, transfer and reporting of their information as set out in this Article 29.

Each Shareholder understands and agrees that the General Partner or the Designated Third Party may enter into agreements on behalf of the Fund with any applicable taxing authority (including any agreement entered into pursuant to the Foreign Account Tax Compliance provisions of the Hiring Incentives to Restore Employment Act of 2010, or any similar or successor legislation or intergovernmental agreement) to the extent it determines such an agreement is in the best interest of the Fund or any Shareholder.:"

and to amend the numbering in the Articles of Incorporation accordingly.

There being no further item on the agenda, the extraordinary general meeting was thereupon adjourned.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English only, in accordance with art. 26 (2) of the Luxembourg law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their surnames, given names, civil status and residences, the members of the bureau of the extraordinary general meeting signed together with Us the notary the present deed.

Signé: C. LENNIG, M. KERBUSCH, L. NAGEL, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 17 novembre 2014. Relation: EAC/2014/15508. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014179067/229.

(140205839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Capitaux d'Investissements et de Résultats S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 2.400.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25c, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 90.710.

JAZ International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25c, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 189.912.

PROPOSAL FOR A MERGER

This common draft terms of the merger (hereinafter referred to as the "Merger Proposal") was agreed on 20 November 2014 by and between the board of managers of JAZ International S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 625c, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 189.912 and with a share capital of EUR 12,500 (hereafter "the Surviving Company") and the board of directors of Capitaux d'Investissements et de Résultats S.A., a public limited liability company (société

anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 25c, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 90.710 and with a share capital of EUR 2,400,000, (hereafter the "Disappearing Company" and together with the Surviving Company, the "Merging Companies").

1. Recitals.

A. The Merging Companies wish to enter into a simplified merger within the meaning of Articles 278 et seq. referring to 261 et seq. of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915 (the "Law"), pursuant to which all assets and liabilities of the Disappearing Company will be transferred to the Surviving Company and the Surviving Company, by operation of law, according to the principle of the universal succession, shall assume all rights and duties of the Disappearing Company. The Disappearing company, will be wound-up (without going into liquidation) by operation of law at the Merger Date (as defined below) (hereinafter referred to as the "Merger").

B. The board of managers of the Surviving Company and the board of directors of the Disappearing Company have agreed to draw up and submit the Merger Proposal to the general meeting of shareholders of the Surviving Company and of the Disappearing Company.

C. Neither of the Merging Companies has been dissolved, is a company in liquidation which has begun to distribute its assets, has been declared bankrupt or has been granted a suspension of payments due to pending bankruptcy proceedings.

D. The Surviving Company holds all shares in the share capital of the Disappearing Company.

E. The shares in the share capital of the Disappearing Company are not encumbered with a pledge or a right of usufruct.

F. The Disappearing Company does not hold any shares in its own share capital or in the share capital of the Surviving Company.

It is proposed that, by absorption of the Disappearing Company by the Surviving Company (the "Merger Proposal"), all assets and liabilities of the Disappearing Company will be transferred automatically to the Surviving Company in accordance with the provisions of Articles 278 et seq. referring to 261 et seq. of the Law.

2- Provisions of article 261 of the law.

2.1 General information relating to the Merging Companies affected by the Merger (article 261, par. 2, a of the Law)

2-1.1 The Surviving Company.

The private limited liability company JAZ International S.à r.l., whose registered office is located 25c, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 189.912 and with a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) was incorporated by a deed executed by the civil law notary, Maître Cosita Delvaux, acting in replacement of Maître Léonie Grethen, notary residing in Luxembourg on 28 August 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3077 of 23 October 2014.

The Surviving Company's corporate object is as follows:

"The purpose of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of stakes, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such shareholdings.

This includes without limitation the investment in, acquisition and disposal of, grant or issuance (without a public offering) of preferred equity certificates, loans, bonds, notes, debentures and other debt instruments, shares, warrants and other equity instruments or rights, including without limitation, shares of capital stock, limited partnership interests, limited-liability company interests, preferred stock, securities and swaps, and any combination of the foregoing, in each case whether readily marketable or not, as well as obligations (including without limitation synthetic securities obligations) in any type of company, entity or other legal person.

The Company may also use its funds to invest in real estate, intellectual property rights or any other movable or immovable asset in any form or of any kind.

The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security as well as any form of indemnity, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

The Company may also provide assistance in any form (including without limitation the extension of advances, loans, money deposits and credit as well as the provision of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same type of assistance to undertakings that form part of the same group to which the Company belongs or to third parties, provided that doing so is in the Company's interest and does not trigger any license requirements.

In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial transactions and engage in such other activities as it deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of its corporate purpose.

Notwithstanding the foregoing, the Company shall not enter into any transaction that would cause it to be engaged in a regulated activity or one that requires the Company to have a licence."

The Surviving Company issued and paid up share capital amounts twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) and is represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) (the "Surviving

Company's Shares"). Jaz International Inc., a company incorporated under the laws of the state of Delaware, United States of America, with registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400, City of Wilmington, County of New-Caste - 19808, Delaware, United States of America is the sole shareholder of the Surviving Company.

2.1.2 The Disappearing Company

The public limited liability company Capitaux d'Investissements et de Résultats SA., whose registered office is located at 25c, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, , registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 90.710, was incorporated under the name "ORVIETO S.A" by a notarised deed executed before the civil law notary Maître Francis Kessler in Esch-sur-Alzette on 20 December 2002, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 18 February 2003.

The Disappearing Company's corporate object is as follows:

"The sole objects of the Company shall be taking out of participations in any form whatsoever in Luxembourg or foreign enterprises or companies, the acquisition by purchase, exchange, subscription, contribution of any other kind, and the alienation by sale, exchange and any other method of securities of all kinds; the control and exploitation of those participations, in particular through the grant to the enterprises in which it is interested of all assistance, loans, advances or guarantees; the use of those funds for the creation, management, exploitation and liquidation of a portfolio consisting of any securities and licences of any origin, the acquisition by contribution, subscription, direct underwriting or purchase option and any other method of any securities and licences, the realisation by sale, transfer, exchange or otherwise and the exploitation of those transactions and licences and, more generally, any commercial, financial or securities transactions related directly or indirectly to the Company's objects or liable to contribute to its development.

The Company may also and subsidiarily purchase, sell, rent and manage any immoveable property whether located in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad."

The Disappearing Company's issued and paid up share capital amounts to EUR 2,400,000.- and is represented by 24,000 shares with a nominal value of EUR 100.- each (the "The Disappearing Company's Shares"). The Surviving Company is the sole shareholder of the Disappearing Company.

2.2 The ratio of exchange of the Disappearing Company's shares for the Surviving Company shares and the amount of additional payments, if any (Article 261, par. 2, b of the Law)

As the Surviving Company is the sole shareholder of the Disappearing Company, no new or additional shares in the Surviving Company are issued and no share exchange ratio is to be determined. Further, no cash payments or other consideration are to be paid and no other consideration is to be issued or paid in the course of the Merger.

2.3 Exchange of other securities of the Disappearing Company into the securities of the Surviving Company (Article 261, par. 2, (f) of the Law)

In connection with the fact that the Surviving Company has not issued any securities other than its own shares, these Merger Proposal does not contain any information on allotment of any rights to owners of such securities.

2.4 Holders of warrants, share options or similar special rights (Article 261, par. 2, f of the Law)

There are no holders of warrants, share options or similar special rights in the Surviving Company

2.5 Particular advantages granted to the expert who examines the merger proposal and members of the boards of the Merging Companies in connection with the Merger (Article 261, par. 2, g of the Law)

No benefits will be conferred to the managers of the Surviving Company or the directors of the Disappearing Company.

Due to the fact that the Merger Proposal is not subject to examination by an expert, no special benefits shall be granted to such experts.

2.6 Date as from which the transactions of the Disappearing Company shall be considered for accounting purposes as being done on behalf of the Surviving Company (Article 261, par. 2, e of the Law)

In accordance with Article 273 of the Luxembourg Act, the Merger shall be realized and effected vis-à-vis third parties as at the date of the publication of the approval of the Merger by the Surviving Company's and Disappearing's Company Shareholders in the Luxembourg Official Gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) (hereinafter referred to as the "Merger Date").

The transactions of the Disappearing Company shall, from a bookkeeping point of view, be considered as being done on behalf of the Surviving Company as from 29 August 2014.

3. The terms governing the exercise of the rights of creditors and minority shareholders of the merging companies (article 268 of the law). The Surviving Company, as at the Merger Date, shall enter into all the rights and obligations of the Disappearing Company by way of a universal succession, in accordance with the provisions of Article 274, par. 1 of the Law.

The Merger will not adversely affect the rights of the creditors of the Merging Companies.

Pursuant to article 268 of the Law, the creditors benefit from creditor protection in accordance with the following. Creditors of the Merging Companies whose claims predate the date of publication of the resolutions of the shareholders of the Merging Companies to approve the Merger, may apply, within 2 (two) months of that publication, to the judge presiding the chamber of the Luxembourg district court dealing with commercial matters, to obtain safeguard of collateral

for any matured or unmatured debts, where the creditors may demonstrate with any credibility that the Merger represents a risk for the exercise of their rights and that the company did not provide them appropriate safeguards.

Neither the Surviving Company nor the Disappearing Company has any minority shareholders.

Full information on the rights of the creditors may be further obtained with the Merging Companies free of charge at the following addresses:

- For the Surviving Company: 25c, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg
- For the Disappearing Company: 25c, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg

4. Activities. The Surviving Company intends to carry on its current activities and those of the Disappearing Company. None of the activities performed by the Merging Companies will be terminated following the Merger Date.

5- Conditions precedent to the merger.

5.1 In addition to Section 3.1 above, the completion of the Merger is also conditional upon the following:

(a) that the board of managers of the Surviving Company and the board of directors of the Disappearing Company have not, before the approval of the Merger by the extraordinary general meeting of the shareholders of the Surviving Company and of the Disappearing Company, decided to cancel the Merger,

(b) that a general meeting of the shareholders of the Surviving Company and of the Disappearing Company have approved the Merger, and have passed any other resolutions necessary for the Merger to be compliant with the quorum and majority rules provided for by Luxembourg law,

(c) that all permits and approvals of the authorities that are necessary for the Merger have been obtained on terms that are acceptable for the Surviving Company and the Disappearing Company.

(d) satisfaction of such other requirements that need to be observed in accordance with applicable Luxembourg laws.

The Merger shall take effect when the concurring decisions of the Companies involved shall have been adopted and the Merger shall have no effect towards third parties until after the publication of the minutes of the general meeting of the Surviving Company and of the Disappearing Company resolving on the merger in the Luxembourg Official Gazette (the "Memorial").

6. Information on the valuation of the assets and liabilities being transferred to the surviving company (article 261, par. 4, d. of the law).

6.1 The valuation of the assets and liabilities that shall be transferred to the Surviving Company from the Disappearing Company through the Merger, has been based on the book value of the Disappearing Company as of 29 August 2014 which was thirty four million one hundred sixty four thousand eight hundred thirty seven point forty two Euros (EUR 34,164,837.42).

7. Accounts.

7.1 The proposed terms of the Merger have been based on the interim accounts of the Surviving Company as per as per 29 August 2014 and on interim accounts as per 29 August 2014 of the Disappearing Company.

8. Further provisions.

1. The costs of the Merger transaction shall be borne by the Surviving Company.

2. The members of the board of managers of the Surviving Company and the board of directors of the Disappearing Company mutually agree to do whatever they are authorised to do with a view to completing the Merger in the manner described above, subject to the approval of the proposal by the general meeting of shareholders of the Merging Companies to be merged and in accordance with the legal provisions and the provisions of Articles 278 et seq. referring to 261 et seq. of the Law.

3. This Merger Proposal may be executed by the parties in separate counterparts, including via facsimile transmission and portable document format (i.e., "PDF"), each of which when so executed and delivered shall be an original, but all such counterparts together shall constitute one and the same instrument. Each counterpart may consist of a number of copies hereof each signed by less than all, but together signed by all, of the parties

4. The costs of the Merger transaction shall be borne by the Surviving Company, irrespective of the approval of this Merger Proposal.

5. The members of the board of managers of the Surviving Company and the board of directors of the Disappearing Company shall pass on to each other and to the shareholders of the Merging Companies any useful information, in the form stipulated by the legal provisions which apply to this Merger transaction.

6. The documents and data exchanged between the Merging Companies within the framework of the present project are confidential. The members of the board of managers of the Surviving Company and the board of directors of the Disappearing Company mutually agree to respect this confidentiality.

7. All corporate documents, files and records of the Disappearing Company shall be kept at the registered office of the Surviving Company for so long as the Law prescribes.

8. The shareholders of the Merging Companies have mutually agreed to waive, pursuant to article 265 paragraph 3 of the Law (i) the requirement for a report of the board of managers as set forth under article 265 paragraph 1 of the Law (ii) the requirement for a report of the independent expert as set forth under article 266 paragraph 1 of the 1915 Law.

9. The Merger Proposal, the annual accounts and the annual reports of the Merging Companies (as applicable) for the last three financial years as well as an interim accounts as of 29 August 2014 will be available for a period of at least one month prior to the date of approval of the Merger for inspection by the shareholders of the Merging Companies at the registered office of the Merging Companies.

10. This Merger Proposal shall be submitted to the general meeting of shareholders of the Surviving Company and of the Disappearing Company, at least one (1) month after the filing of this Merger Proposal and its publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations in accordance with the provisions of Articles 9 and 262 of the Law, being understood that the board of managers of the Surviving Company and the board of directors of the Disappearing Company shall do whatever they can do for the date of approval to be on or around and, in any case, at least one month after the filing of this proposal with the Luxembourg Trade and Companies Register.

11. The present text is laid down on the date written below, in Luxembourg, in 6 originals, each version being equivalent, with a view to being filed with the Luxembourg Trade and Companies Register, in accordance with the provisions of Article 262 of the Law.

12. The members of the board of managers of the Surviving Company and the board of directors of the Disappearing Company grant all powers to NautaDutilh Avocats Luxembourg Sàrl, Me Margaretha Wilkenhuysen and Mr. Matthieu De Donder or in their absence, any other lawyer of NautaDutilh Avocats Luxembourg S.à r.l., each acting individually, with power of substitution, as its true and lawful agent and attorney-in-fact, to act in its name and on its behalf to file and execute, if necessary, any documents related to the filing of this proposal and its publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations

The undersigned who speak and understand English, state herewith that the present document is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English text will prevail.

This merger proposal was signed on 20 November 2014.

Jaz International S.à r.l. / Capitaux d'Investissements et de Résultats S.A.
Franz Duclos / Franz Duclos
Class B Manager / Class B Director

PROJET DE FUSION

Ce projet commun de fusion (ci-après dénommé le «Projet de Fusion») a été convenu le 20 Novembre 2014 par et entre le conseil de gérance de JAZ international S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 25c, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189.912 et avec un capital social de EUR 12.500 (ci-après «la Société Absorbante») et le conseil d'administration de Capitaux d'Investissements et de Résultats SA, une société anonyme constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 25c, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, (Grand- Duché de Luxembourg), enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 90.710 et avec un capital social de EUR 2.400.000, (ci-après la «Société Absorbée » et conjointement avec la Société Absorbante, les «Sociétés Fusionnantes»)

1. Préambule.

A. Les Sociétés Fusionnantes souhaitent procéder à une fusion simplifiée au sens des articles 278 et suivants se référant à 261 et suivants de la Loi Luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 Août 1915 (la "Loi") en vertu de laquelle tous les actifs et passifs de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante et la Société Absorbante, assumera, de plein droit, tous les droits et obligations de la Société Absorbée selon le principe de transmission universelle du patrimoine. La Société Absorbée sera dissoute (sans procéder à une liquidation) de plein droit à la date de la fusion (tel que définie ci-dessous) (ci-après dénommée la «Fusion»).

B. Le conseil de gérance de la Société Absorbante et le conseil d'administration de la Société Absorbée ont décidé de rédiger et de soumettre la présente proposition de fusion (la "Proposition de Fusion") aux assemblées générales des actionnaires de la Société Absorbante et de la Société Absorbée.

C. Aucune des Sociétés Fusionnantes n'a été dissoute, n'est une société en liquidation (qui aurait commencé à distribuer ses actifs), n'a été déclarée en faillite ou n'a obtenu une suspension de paiements en raison d'une procédure de faillite en cours.

D. La Société Absorbante détient toutes les actions dans le capital social de la Société Absorbée..

E. Les actions dans le capital de la Société Absorbée ne sont pas grevées d'un nantissement ou un droit d'usufruit..

F. La Société Absorbée ne détient pas d'actions dans son propre capital social ou dans le capital social de la Société Absorbante.

Il est proposé que, par absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante (le «Projet de Fusion»), tous les actifs et passifs de la Société Absorbée soient automatiquement transférés à la Société Absorbante en conformité avec les dispositions des articles 278 et suivants se référant à 261 et suivants de la Loi.

2. Dispositions de l'article 261 de la loi.

2.1 Informations générales concernant les Sociétés Fusionnantes (article 261, §2, a de la Loi)

2.1.1 La Société Absorbante.

La société à responsabilité limitée, JAZ international S.à rl, ayant son siège social au 625c, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189.912 dont le capital social est de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) a été incorporée par acte notarié exécuté par le notaire luxembourgeois, Maître Cosita Delvaux, en remplacement de Léonie Grethen, notaire résident à Luxembourg le 28 Août 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 23 Octobre 2014, sous le numéro 3077.

L'objet social de la Société Absorbante est le suivant:

"La Société a pour objet la prise de participations directes ou indirectes et la détention de ces participations, sous n'importe quelle forme, dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

Ceci inclut, mais n'est pas limité à l'investissement, l'acquisition, la vente, l'octroi ou l'émission (sans offre publique) de certificats de capital préférentiels, prêts, obligations, reconnaissances de dettes et autres formes de dettes, parts sociales, bons de souscriptions et autres instruments de capital ou droits, incluant sans limitation, des parts de capital social, participations dans une association, participations dans une société à responsabilité limitée, parts préférentielles, valeurs mobilières et swaps, et toute combinaison de ce qui précède, qu'ils soient facilement réalisables ou non, ainsi que des engagements (incluant mais non limité à des engagements relatifs à des valeurs synthétiques) de sociétés, entités ou autres personnes juridiques de tout type.

La Société peut aussi utiliser ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier de toute sorte ou toute forme.

La Société peut accorder des gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés ainsi que toute forme d'indemnités, à des entités luxembourgeoises ou étrangères, en relation avec ses propres obligations et dettes.

La Société peut accorder toute forme d'assistance (incluant mais non limité à l'octroi d'avances, prêts, dépôts d'argent et crédits ainsi que l'octroi de gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés, de toute sorte et forme) aux filiales de la Société. De manière plus occasionnelle, la Société peut accorder le même type d'assistance aux sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ou à des tiers, sous condition que cela tombe dans l'intérêt social et sans engendrer une obligation d'une autorisation spécifique.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière et s'engager dans toute autre activité qu'elle jugera nécessaire, conseillée, appropriée, incidente à ou non contradictoire avec l'accomplissement et le développement de son objet social.

Nonobstant ce qui précède, la Société ne participera à aucune transaction qui entraînerait son engagement dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée ou qui requerrait de la Société la possession de toute autre autorisation spécifique. ""

Le capital social de la Société Absorbante, émis et entièrement libéré, s'élève à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500.-) divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (EUR L-) chacune (les "Parts de la Société Absorbante") Jaz International Inc., une société constituée en vertu des lois de l'État du Delaware, États-Unis d'Amérique, dont le siège social est situé au 2711 Centerville Road, Suite 400, la ville de Wilmington, Comté de New-Caste - 19808, Delaware, Etats-Unis d'Amérique est l'associé unique de la Société Absorbante.

2.1.2 La Société Absorbée

La société anonyme Capitaux d'Investissements et de Résultats SA, dont le siège social est situé au 25c, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 90.710 , a été constituée sous le nom de "ORVIETO SA" par un acte notarié passé devant notaire Maître Francis Kessler à Esch-sur-Alzette le 20 Décembre 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et associations du 18 février 2003.

L'objet de la Société Absorbée est le suivant:

"La Société a pour objets uniques la prise de participations directes ou indirectes et la détention de ces participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, échange, souscription, apport de toute autre nature, et l'aliénation par la vente, l'échange et tout autre méthode de titres de toutes sortes; le contrôle et l'exploitation de ces participations, en participant en accordant aux entreprises dans laquelle elle a une participation tous concours, prêts, avances ou garanties; l'utilisation de ces fonds pour la création, la gestion, l'exploitation et la liquidation d'un portefeuille composé de valeurs mobilières et de licences de toute origine, l'acquisition par apport, souscription directe ou option d'achat et de toute autre méthode de tous titres et licences, la réalisation par la vente, le transfert, l'échange ou autre et l'exploitation de ces sûretés et licences et, plus généralement, de toutes les

transactions financières ou sur titres liées directement ou indirectement aux objets de la Société ou de nature à contribuer à son développement.

La Société peut également et, subsidiairement, acheter, vendre, louer et gérer toute propriété immobilière se trouvant dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger."

Le capital social émis et entièrement libéré de la Société Absorbée s'élève à EUR 2.400.000.- et est représenté par 24.000 actions d'une valeur nominale de EUR 100 chacune ("Les actions de la Société Absorbée"). La Société Absorbante est le seul actionnaire de la Société Absorbée.

2.2 Le rapport d'échange des actions de la Société Absorbée avec les parts de la Société Absorbante et le cas échéant, le montant des paiements supplémentaires, (article 261, par. 2, b de la Loi).

Comme la Société Absorbante est le seul actionnaire de la Société Absorbée, aucune part nouvelle ou supplémentaire de la Société Absorbante ne doit être émise et aucun ratio d'échange d'actions ne doit être établi. En outre, la Société Absorbante n'est tenue à aucun paiement en espèce ni à aucune contrepartie dans le cadre de la Fusion.

2.3 Échange d'autres titres de la Société Absorbée avec les titres de la Société Absorbante (article 261, paragraphe 2, (f) de la Loi)

En lien avec le fait que la Société Absorbante n'a pas émis de titres autres que ses propres actions, ce Projet de Fusion ne contient pas d'informations sur l'attribution de droits aux propriétaires de ces titres.

2.4 Les porteurs de bons de souscription, d'options sur actions ou de droits spéciaux similaires (article 261, par.2, de la loi)

Il n'y a pas de détenteurs de bons de souscription, d'options sur actions ou de droits spéciaux similaires dans la Société Absorbante.

2.5 Avantages particuliers accordés à l'expert qui examine le projet de fusion et aux membres des conseils d'administration des Sociétés Fusionnantes dans le cadre de la Fusion (article 261, par. 2, de la Loi).

Aucun avantage ne sera conféré aux gérants de la Société Absorbante ou les administrateurs de la Société Absorbée.

En raison du fait que la proposition de fusion n'est pas soumise à un examen par un expert, aucun avantage spécial ne doit être accordé aux experts.

2.6 Date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée sont considérées à des fins comptables comme étant faites au nom de la Société Absorbante (article 261, par. 2, de la loi)

Conformément à l'article 273 de la loi luxembourgeoise, la Fusion doit être réalisée et prend effet vis-à-vis des tiers à la date de la publication de l'approbation de la Fusion par les actionnaires de la Société Absorbante et de la Société Absorbée dans la Gazette officielle du Luxembourg (Mémorial C , Recueil des Sociétés et associations) (ci-après dénommée la «Date de Fusion»).

Les opérations de la Société Absorbée doivent, d'un point de vue comptable, être considérées comme étant effectuées au nom de la Société Absorbante à partir du 29 Août 2014.

3. Les conditions d'exercice des droits des créanciers et des actionnaires minoritaires des sociétés fusionnantes (article 268 de la loi). L'ensemble des droits et obligations de la Société Absorbée seront, à la Date de la Fusion, transmis à la Société Absorbante par voie de succession universelle, conformément aux dispositions de l'article 274, par. 1 de la Loi.

La Fusion ne portera pas atteinte aux droits des créanciers de sociétés qui fusionnent.

Conformément à l'article 268 de la Loi, les créanciers bénéficient de la règle de la protection des créanciers conformément avec ce qui suit. Les créanciers des Sociétés Fusionnantes dont les demandes sont antérieures à la date de publication des résolutions des actionnaires des Sociétés Fusionnantes approuvant la fusion, peuvent, dans les 2 deux mois de cette publication, demander au juge président la chambre du Tribunal de Luxembourg siégeant en matière commerciale, d'obtenir des garanties de sauvegarde pour toutes les dettes échues ou non échues, pour lesquelles les créanciers peuvent démontrer de manière crédible que la fusion représente un risque pour l'exercice de leurs droits et que la société ne leur fournissait pas les garanties appropriées.

Ni la Société Absorbante ni la société Absorbée n'a d'actionnaire minoritaire.

Des informations complètes sur les droits des créanciers peuvent encore être obtenues gratuitement des Sociétés Fusionnantes aux adresses suivantes:

- Pour la Société Absorbante: 25c. Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg
- Pour la Société Absorbée: 25c. Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg

4. Activités. La Société Absorbante a l'intention d'exercer ses activités en cours ainsi que celles de la Société Absorbée. Aucune activité exercée par les Sociétés Fusionnantes ne sera arrêtée après la Date de la Fusion.

5. Conditions préalables à la fusion.

5.1 En plus de la section 3.1 ci-dessus, la réalisation de la Fusion est également subordonnée aux conditions suivantes:

a. que le conseil de gérance de la société Absorbante et le conseil d'administration de la Société Absorbée n'ait pas, avant l'approbation de la fusion par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la Société Absorbante et des actionnaires de la Société Absorbée, décidé d'annuler la Fusion,

b. Qu'une Assemblée Générale des associés de la Société Absorbante et des Actionnaires de la Société Absorbée aient approuvé la Fusion, et qu'elles aient voté toutes les autres résolutions nécessaires pour que l'opération soit conforme aux règles de quorum et de majorité prévues par la loi luxembourgeoise,

c. que tous les permis et les approbations des autorités nécessaires pour la Fusion ait été obtenus à des conditions acceptables pour la Société Absorbante et la Société Absorbée,

d. l'exécution de toutes les autres obligations qui doivent être respectées conformément à la législation luxembourgeoise applicable.

5.2 La Fusion prendra effet lorsque les décisions concordantes des sociétés concernées auront été adoptées et la Fusion n'aura d'effet envers les tiers qu'après la publication du procès-verbal de l'Assemblée Générale de la Société Absorbante se prononçant sur la fusion dans la Gazette Officielle du Luxembourg (le «Mémorial»).

6. Informations sur l'évaluation des actifs et passifs en cours de transfert à la société absorbante (article 261, para. 4, d. of the law).

6.1 L'évaluation des actifs et passifs qui seront transférés à la Société Absorbante par la Société Absorbée du fait de la fusion, a été établie sur la base de la valeur comptable de la Société Absorbée à compter du 29 Août 2014, ce qui correspondait à trente-quatre millions cent soixante-quatre mille huit cent trente-sept euros et quarante-deux centimes d'euro (EUR 34,164,837.42).

7. Comptes.

7.1 Les modalités envisagées pour la fusion ont été établies sur la base de comptes intérimaires de la Société Absorbante datés du 29 Août 2014 et sur les comptes provisoires établis le 29 Août 2014 de la Société Absorbée.

8. Autres dispositions.

13. Les coûts engendrés par la Fusion doivent être pris en charge par la Société Absorbante.

14. Les membres du conseil de gérance de la Société Absorbante et le conseil d'administration de la Société Absorbée conviennent de faire tout ce qui est en leur pouvoir en vue d'achever la Fusion de la manière décrite ci-dessus, sous réserve de l'approbation de la proposition par l'Assemblée Générale des associés des Sociétés Fusionnantes et conformément aux dispositions légales et aux dispositions des articles 278 et suivants se référant à 261 et suivants de la Loi..

15. Ce projet de fusion peut être exécuté par les parties en exemplaires séparés, y compris par télécopie et format de document portable (c'est à dire, "PDF"), chacun, une fois signé et transmis, devant être un original, mais tous ces différents exemplaires constitueront un seul et même instrument. Chaque exemplaire peut consister en un certain nombre de copies, chacune signée par moins de la totalité, mais considérés ensemble, signée par toutes les parties.

16. Les coûts de l'opération de fusion seront pris en charge par la Société Absorbante, indépendamment de l'approbation de ce Projet de Fusion.

17. Les membres du conseil de gérance de la Société Absorbante et le conseil d'administration de la Société Absorbée doivent se transmettre à l'un et à l'autre ainsi qu'aux actionnaires des Sociétés Fusionnantes toute information utile, sous la forme prévue par les dispositions légales qui s'appliquent à cette opération de Fusion..

18. Les documents et données échangées entre les Sociétés Fusionnantes dans le cadre du présent projet sont confidentiels. Les membres du conseil de gérance de la Société Absorbante et le conseil d'administration de la Société Absorbée conviennent de respecter cette confidentialité.

19. Tous les documents, fichiers ou procès-verbaux sociaux de la Société Absorbée seront conservés au siège social de la Société Absorbante aussi longtemps que la Loi en dispose.

20. Les actionnaires des Sociétés Fusionnantes ont mutuellement convenu de renoncer, conformément à l'article 265 paragraphe 3 de la Loi (i) à l'exigence d'un rapport du conseil de gérance tel que défini à l'article 265 paragraphe 1 de la loi et (ii) à l'exigence d'un rapport de l'expert indépendant en vertu de l'article 266 paragraphe 1 de la Loi de 1915.

21. Le Projet de Fusion, les comptes annuels et les rapports de gestion des Sociétés Fusionnantes (le cas échéant) des trois dernières années, de même que les comptes intérimaires en date du 29 Août 2014, seront disponibles, au moins un mois avant la date d'approbation de la Fusion, pour inspection par les actionnaires des Sociétés Fusionnantes au siège sociale des Sociétés Fusionnantes.

22. Ce projet de fusion sera soumis à l'assemblée générale des associés de la Société Absorbante et des actionnaires de la Société Absorbée, au moins un (1) mois après le dépôt de ce Projet de Fusion et sa publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en conformité avec la dispositions des articles 9 et 262 de la Loi, étant entendu que le conseil de gérance de la Société Absorbante et le conseil d'administration de la Société Absorbée doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir afin que la date d'approbation soit fixée aux alentours de, et, dans tous les cas, au moins un mois après le dépôt de ce Projet de Fusion au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

23. Le présent texte est adopté à la date écrite ci-dessous, au Luxembourg, en six exemplaires, chaque version étant équivalente, en vue de son dépôt auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, en conformité avec les dispositions de l'article 262 de la Loi.

24. Les membres du conseil de gérance de la société Absorbante et le conseil d'administration de la Société Absorbée confèrent tout pouvoir à NautaDutilh Avocats Luxembourg Sàrl, Me Margaretha Wilkenhuysen et M. Matthieu De Donder

ou, en leur absence, tout autre avocat de NautaDutilh avocats Luxembourg S.à r.l, chacun agissant individuellement, avec pouvoir de substitution, comme leur véritable et légitime représentant et mandataire, à agir en leur nom et pour leur compte afin de signer et déposer, le cas échéant, tout document relatif au dépôt du Projet et à sa publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et associations.

25. Les soussignés qui parlent et comprennent l'anglais, établissent que le présent document est rédigé en anglais suivi par une version française; sur demande des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

Référence de publication: 2014184994/422.

(140208329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2014.

Patron Mollstrasse Holdings S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 160.447.

—
VERSCHMELZUNGSPLAN

Im Jahre zweitausendvierzehn, am zwanzigsten Oktober.

Vor dem unterzeichnenden Notar Jean-Paul MEYERS, mit Amtssitz in Rambrouch, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

Patron Mollstrasse Holding S. à r. l., eingetragen im Handelsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) von Luxemburg unter der Nummer B 160.447 vertreten durch:

Thibaud Herberigs

kraft der ihm unter Privatschrift erteilten Vollmacht;

die oben genannte Vollmacht, welche von dem Vollmachtnehmer und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet wurde, bleibt der vorliegenden notariellen Urkunde zum Zwecke der Registrierung beigelegt.

Welche Komparentin, wie vertreten den unterzeichnenden Notar gebeten hat den als BEGLAUBIGTE ABSCHRIFT beigelegten Verschmelzungsplan wie folgt zu beurkunden und anschließend zu veröffentlichen:

„Urkundenrolle Nr. W 1826 / 2014

Verhandelt

in Düsseldorf

am 27. August 2014

Vor mir, dem unterzeichnenden

Notar

Dr. Gerrit Wenz

mit dem Amtssitz in

Düsseldorf

erschienen heute:

1. Frau Rina Strauß,

geboren am 24.05.1952,

wohnhaft Urdenbacher Allee 3a, 40593 Düsseldorf,

von Person bekannt,

und

2. Herr Arnt Göppert

geboren am 30. Januar 1970,

geschäftsansäßig c/o Friedrich Graf von Westphalen & Partner,

Agrippinawerft 24, Im Rheinauhafen, 50678 Köln;

von Person bekannt.

Die Erschienenene zu 1. erklärte, nicht im eigenen Namen zu handeln, sondern als einzelvertretungsberechtigte Geschäftsführerin der

Mollstraße 1 Objektgesellschaft mbH, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg unter der Nummer HRB 137079 B.

Der Erschienenene zu 2. erklärte, nicht im eigenen Namen zu handeln, sondern als Bevollmächtigter für die

Patron Mollstrasse Holding S. à r. l., eingetragen im Handelsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) von Luxemburg unter der Nummer B 160.447

aufgrund der Vollmacht vom 21.07.2014, die dieser Urkunde beigefügt wird.

Der Notar fragte nach einer Vorbefassung i.S.v. § 3 Abs. 1 Satz 1 Ziff. 7 BeurkG. Sie wurde verneint.

Die Erschienenen baten um Beurkundung des folgenden

Verschmelzungsplans

in dem die Mollstraße 1 Objektgesellschaft mbH auf die Patron Mollstrasse Holding S.à r.l. verschmolzen wird:

Präambel

(A) Die Patron Mollstrasse Holding S.à r.l., eine luxemburger Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Sitz in 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxemburg, ist im Handelsregister von Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 160.447 eingetragen („**ÜBERNEHMENDE GESELLSCHAFT**“).

(B) Die Mollstraße 1 Objektgesellschaft mbH, eine deutsche Gesellschaft mit beschränkter Haftung ist im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg unter HRB 137079 B eingetragen („**ÜBERTRAGENDE GESELLSCHAFT**“).

(C) Die **ÜBERTRAGENDE GESELLSCHAFT** hat ein voll **EINGEZAHLTES STAMMKAPITAL IN HÖHE VON EUR 25.000. ES BESTEHEN 25.000 GESCHÄFTSANTEILE IM NENNWERT VON JEWEILS EUR 1,00 UND INSGESAMT EUR 25.000. DIESE GESCHÄFTSANTEILE WERDEN** von der **ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT** gehalten.

(D) Dieser Verschmelzungsplan wurde von der Geschäftsführerin der **ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT** und von dem Vorstand der **ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT** entworfen und von dem Vorstand der **ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT** angenommen. Eine separate Zustimmung der Geschäftsführung der **ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT** ist nicht erforderlich.

(E) Die **ÜBERTRAGENDE GESELLSCHAFT** und die **ÜBERNEHMENDE GESELLSCHAFT** werden nachfolgend auch als „**VERSCHMELZENDE GESELLSCHAFTEN**“ bezeichnet.

§ 1. Vermögensübertragung. Die **ÜBERTRAGENDE GESELLSCHAFT** überträgt ihr Vermögen als Ganzes mit allen Rechten und Pflichten unter Ausschluss der Abwicklung auf die **ÜBERNEHMENDE GESELLSCHAFT**, und zwar im Wege der Verschmelzung durch Aufnahme. Eine Gegenleistung für die Vermögensübertragung wird nicht gewährt.

§ 2. Keine Gegenleistung. Da sich alle Anteile der **ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT** in der Hand der **ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT** befinden, entfallen Angaben über den Umtausch der Anteile im Sinne des § 122c Abs. 2 Nr. 2, 3 und 5 UmwG und des Artikels 261 (2) (b) des Luxemburger Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der aktuellen Fassung (nachfolgend „Luxemburger Gesellschaftsgesetz“). Im Zusammenhang mit der Verschmelzung werden keine neue Gesellschaftsanteile an der **ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT** ausgegeben.

§ 3. Folgen der Verschmelzung für die Beschäftigung. Die **VERSCHMELZENDE GESELLSCHAFTEN** beschäftigen keine Arbeitnehmer.

§ 4. Schlussbilanz und Verschmelzungstichtag.

4.1 Der Verschmelzung liegen die Bilanzen der Verschmelzenden gesellschaften zum 31. Dezember 2013, 24:00 Uhr als Schlussbilanzen zugrunde.

4.2 Die Übertragung des Vermögens der **ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT** erfolgt im Innenverhältnis rückwirkend zum 01. Januar 2014, 0:00 Uhr. Unter dem Gesichtspunkt der Rechnungslegung gelten von diesem Zeitpunkt an alle Handlungen der **ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT** als für Rechnung der **ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT** vorgenommen (Verschmelzungstichtag).

4.3 Soweit die Verschmelzung nicht wirksam bis zum 31. August 2014 beim Handelsregister der Übertragenden Gesellschaft angemeldet wurde, werden der Verschmelzung Bilanzen der Verschmelzenden Gesellschaften zum 31. März 2014 als Schlussbilanzen zugrunde gelegt. Die Übertragung des Vermögens der Übertragenden Gesellschaft erfolgt dann im Innenverhältnis mit Wirkung zum 1. April 2014, 0.00 Uhr. Unter dem Gesichtspunkt der Rechnungslegung gelten von diesem Zeitpunkt an alle Handlungen der Übertragenden Gesellschaft als für Rechnung der Übernehmenden Gesellschaft vorgenommen.

§ 5. Besondere Rechte und Vorteile.

5.1 Besondere Rechte im Sinne des § 122c Abs. 2 Nr. 7 UmwG bestehen bei der **ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT** nicht. Einzelnen Anteilshabern werden im Rahmen der Verschmelzung keine besonderen Rechte an der **ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT** gewährt. Auf Ebene der **ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT** gibt es weder Anteilshaber mit Sonderrechten noch Inhaber von Wertpapieren (mit Ausnahme der Geschäftsanteile) im Sinne des Artikels 261 (2) (f) des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes. Im Zusammenhang mit der Verschmelzung werden keinem Anteilshaber und keinem Mitglied des Vertretungs- oder Aufsichtsorgans der **ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT** besondere Vorteile im Sinne des Artikels 261 (2) (g) des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes gewährt.

5.2 Ebenso werden niemandem besondere Vorteile im Sinne des § 122c Abs. 2 Nr. 8 UmwG gewährt.

§ 6. Satzung der Übernehmenden Gesellschaft. Die Satzung der **ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT** sowie eine Übersetzung sind dieser Urkunde als Anlage beigefügt.

Die Satzung der ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT wird im Zusammenhang mit dieser Verschmelzung nicht geändert. Sie gilt nach der Verschmelzung unverändert fort.

§ 7. Angaben zur Bewertung des Aktiv- und Passivvermögens, das auf die Übernehmende Gesellschaft übertragen wird.

7.1 Die ÜBERNEHMENDE GESELLSCHAFT wird die aufgrund der Verschmelzung auf sie übertragenen Vermögenswerte der ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT mit den in der (handelsrechtlichen) Schlussbilanz der ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT verwendeten Buchwerten in ihrer Bilanz ansetzen.

7.2 Die ÜBERTRAGENDE GESELLSCHAFT hat ihr steuerrechtliches Wahlrecht hinsichtlich der Aufstockung der Buchwerte in der steuerlichen Schlussbilanz zum 31. Dezember 2013 noch nicht ausgeübt. Eine Aufstockung in der steuerlichen Schlussbilanz der ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT zum 31. Dezember 2013 wird jedoch höchstens zu einer Erhöhung der Buchwerte des übertragenen Vermögens der ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT in ihrer steuerlichen Schlussbilanz zum 31. Dezember 2013 in Höhe von Euro 1 Million führen. Die ÜBERNEHMENDE GESELLSCHAFT hat die auf sie übergehenden Vermögensgegenstände mit dem in der steuerlichen Schlussbilanz der ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT enthaltenen Wert zu übernehmen.

§ 8. Rechte der Gläubiger.

8.1 Soweit die Gläubiger der ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT nicht Befriedigung ihrer Forderungen verlangen können, ist ihnen nach Maßgabe des § 122j UmwG Sicherheit zu leisten. Dieses Recht steht den Gläubigern nur zu, wenn sie binnen zwei Monaten nach dem Tag, an dem der Verschmelzungsplan oder sein Entwurf bekannt gemacht worden sind, ihren Anspruch nach Grund und Höhe schriftlich anmelden und glaubhaft machen, dass durch die Verschmelzung die Erfüllung ihrer Forderungen gefährdet wird. Dieses Recht auf Sicherheitsleistung steht den Gläubigern nur im Hinblick auf solche Forderungen zu, die vor oder bis zu 15 Tage nach Bekanntmachung des Verschmelzungsplans oder seines Entwurfs im Handelsregister der ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT entstanden sind.

Sofern die Gläubiger der ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT ihr Recht auf Sicherheitsleistung nach Maßgabe des § 122j Abs. 1 UmwG geltend machen, wird ihnen entsprechende Sicherheit geleistet.

Weitere Informationen über die Modalitäten der Ausübung der zuvor erwähnten Gläubigerrechte können kostenlos bei der ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT, Rosenthaler Straße 13, 10119 Berlin, eingeholt werden.

8.2 Die Gläubiger der ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT, deren Ansprüche vor der Veröffentlichung des beurkundeten Verschmelzungsplans im Amtsblatt von Luxemburg entstanden sind, können sich, ungeachtet etwaiger anderslautender Vereinbarungen, binnen zwei Monaten nach dem Tag der Veröffentlichung an den Vorsitzenden Richter der Wirtschaftskammer des Bezirksgerichts (Tribunal d'Arrondissement), das für den Bezirk, in dem sich der Satzungssitz oder, bei Eilbedürftigkeit, zumindest der tatsächliche (Verwaltungs)Sitz der ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT befindet, zuständig ist, wenden, um einen Antrag auf angemessene Sicherheitsleistung für ihre Forderungen, unabhängig von deren Fälligkeit, zu stellen, sofern die Verschmelzung eine derartige Sicherheitsleistung erforderlich macht. Der Vorsitzende Richter hat den Antrag zurückzuweisen, falls ein Gläubiger bereits über ausreichende Sicherheiten verfügt oder falls eine Sicherheitsleistung, im Hinblick auf das Vermögen der ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT nach der Verschmelzung, nicht notwendig ist. Eine Zurückweisung des Antrags eines Gläubigers erfolgt auch dann, wenn die ÜBERNEHMENDE GESELLSCHAFT die Forderungen des Gläubigers, auch wenn es sich um eine befristete Verbindlichkeit handelt, erfüllt. Wird von der ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT eine erforderliche Sicherheitsleistung nicht fristgerecht erbracht, so wird die zugrunde liegende Forderung sofort (unverzüglich) fällig.

Weitere Informationen über die Modalitäten der Ausübung der zuvor erwähnten Gläubigerrechte können kostenlos bei der ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT, 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, eingeholt werden.

§ 9. Verschiedenes.

9.1 Firma, Rechtsform und Satzungssitz der ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT werden aufgrund der Verschmelzung nicht geändert.

9.2 Die ÜBERTRAGENDE GESELLSCHAFT hat kein Grundeigentum.

9.3 Dieser Verschmelzungsplan wird der Gesellschafterversammlung der ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT zum Zwecke der Beschlussfassung über die Verschmelzung zugeleitet. Eine Zustimmung der Gesellschafter der ÜBERTRAGENDEN GESELLSCHAFT ist gemäß § 122g Abs. 2 UmwG und nach Artikel 278 des luxemburgischen Handelsgesetzbuches nicht erforderlich.

9.4 Die durch diesen Plan und seine Durchführung bei den VERSCHMELZENDEN GESELLSCHAFTEN entstehenden Kosten trägt die ÜBERTRAGENDE GESELLSCHAFT.

9.5 Die deutsche Fassung dieses Verschmelzungsplans ist verbindlich.

Das Protokoll wurde den Erschienenen vom Notar vorgelesen, von ihnen genehmigt und sodann von ihnen und dem Notar eigenhändig wie folgt unterschrieben:

gez. Rina Strauß

gez. Arnt Göppert

gez. Dr. Gerrit Wenz, Notar“

Der unterzeichnende Notar, welcher Englisch spricht und versteht, erklärt, dass vorliegende Urkunde auf Antrag der oben genannten Partei in deutscher Sprache verfasst wurde, der eine englische Fassung folgt; auf Antrag derselben Personen und im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text gilt der deutsche Text.

Worauffin vorliegende Urkunde am eingangs erwähnten Datum von dem unterzeichnenden Notar in Luxemburg aufgenommen wurde.

Nachdem das Dokument den dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten, erschienenen Partei(en) vorgelesen worden ist, haben dieselben vorliegende urschriftliche Urkunde, mit dem unterzeichnenden Notar, unterzeichnet.

Following is the English translation of the above text:

In the year two thousand fourteen, on the twentieth October.

Before Maître Jean-Paul MEYERS, notary, residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED:

Patron Mollstrasse Holding S. à r. l., registered with the Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) of Luxembourg under number B 160.447, represented by

Thibaud Herberigs,

by virtue of a proxy given under private seal,

such proxy, signed by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing, as represented, requested the undersigned notary to enact and publish the succeeding authentic copy of a notarial deed as following:

“No. W 1826 of the Notarial Records
Register for 2014

Done
in Düsseldorf
on 27 August 2014

Before me, the undersigned

notary
Dr. Gerrit Wenz

with offices in
Düsseldorf

appeared today:

1. Ms Rina Strauß,

born on 24 May 1952,

resident Urdenbacher Allee 3a,

40593 Düsseldorf;

personally known,

and

2. Mr. Arnt Göppert,

born on 30 January 1970,

with business address: c/o Friedrich Graf von Westphalen & Partner,

Agrippinawerft 24, Im Rheinauhafen, 50678 Köln;

personally known.

The person appeared to 1. declared that she is not acting on her own behalf, but as a managing director with sole power of representation of

Mollstraße 1 Objektgesellschaft mbH, registered with the commercial register of the local court of Charlottenburg under HRB 137079 B.

The person appeared to 2. declared that he is not acting on his own behalf, but as an attorney-in-fact on behalf of

Patron Mollstrasse Holding S. à r. l., registered with the Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) of Luxembourg under number B 160.447,

on the basis of the power of attorney dated 21.07.2014 which will be attached to this deed.

The Notary's question as to a prior involvement within the meaning of § 3 (1) sent. 1 no. 7 of the Notarial Recordings Act was answered in the negative.

The appearing individuals asked the Notary to record the following

Merger Plan

in which the Mollstraße 1 Objektgesellschaft mbH shall be merged onto Patron Mollstrasse Holding S.à r.l.:

Preamble

(A) The Patron Mollstrasse S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, is registered with the Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) of Luxembourg under number B 160.447 ("ACQUIRING COMPANY").

(B) The Mollstraße 1 Objektgesellschaft mbH, a German company with limited liability is registered with the commercial register of the local court of Charlottenburg under HRB 137079 B ("TRANSFERRING COMPANY").

(C) The issued capital of the TRANSFERRING COMPANY, amounting to EUR 25,000, has been fully paid-up. The issued capital is divided into 25.000 shares with par value of EUR 1.00 each and EUR 25.000 altogether. Those Shares are held by the ACQUIRING COMPANY.

(D) This merger plan has been drawn up by the managing director of the TRANSFERRING COMPANY and by the board of managers of the ACQUIRING COMPANY and was adopted by the board of managers of the ACQUIRING COMPANY. A separate approval by the management of the TRANSFERRING COMPANY is not required.

(E) The TRANSFERRING COMPANY and the ACQUIRING COMPANY hereinafter also shall be referred to as: the "MERGING COMPANIES".

§ 1. Transfer of assets and liabilities. The TRANSFERRING COMPANY shall transfer its entire assets and liabilities as a whole, including any rights and obligations, without liquidation, to the ACQUIRING COMPANY, namely in the course of the merger by means of acquisition (fusion par absorption). No compensation is paid for the transfer of the assets.

§ 2. No Consideration. As the ACQUIRING COMPANY is the sole shareholder of the TRANSFERRING COMPANY, the indication of an exchange ratio within the meaning of Section 122c Para 2 no. 2, 3 and 5 UmwG and article 261 (2) (b) of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Luxembourg Companies" Act) is not required. No new shares of the ACQUIRING COMPANY shall be issued in the context of the merger.

§ 3. Repercussions of the Merger for the Employment . The MERGING COMPANIES do not have any employees.

§ 4. Closing Balance and Effective Date of the Merger.

4.1 For this merger the accounts of the Merging companies as per 31 December 2013, 24.00 a.m (midnight) will be used as closing balances.

4.2 The transfer of the assets of the TRANSFERRING COMPANY shall be with retroactive effect internally as at January 01, 2014, 0.00 a.m (midnight). For accounting purposes, from this moment on, all transactions made by the TRANSFERRING COMPANY shall be deemed to be made for the account of the ACQUIRING COMPANY (Merger Effective Date).

4.3 To the extent the merger has not been validly filed with the commercial register of the Transferring Company as per 31 August 2014, the merger shall be based on the accounts of the Merging Companies as per 31 March 2014. The transfer of the assets of the Transferring Company shall then be effected internally as of 1 April 2014, 0.00 a.m. (midnight). For accounting purposes, from this moment on, all transactions made by the Transferring Company shall be deemed to be made for the account of the Acquiring Company.

§ 5. Special Rights and Advantages.

5.1 Special rights within the meaning of Section 122c Para 2 no. 7 UmwG do not exist at the TRANSFERRING COMPANY. Shareholders having special rights and holders of securities (other than shares) within the meaning of article 261 (2) (f) of the Luxembourg Companies Act do not exist at the level of the ACQUIRING COMPANY. No shareholder or member of the administrative, management, supervisory or control bodies of the ACQUIRING COMPANY is granted any special advantage in connection with the merger within the meaning of article 261 (2) (g) of the Luxembourg Companies Act.

5.2 Likewise, no one is granted a special advantage within the meaning of Section 122c Para 2 no. 8 UmwG.

§ 6. Articles of association of the Acquiring Company. The articles of association of the ACQUIRING COMPANY and a translation thereof are attached to this plan.

The Articles of Association of the ACQUIRING COMPANY will not be amended upon the merger. They will continue to have unaltered legal effect after the merger.

§ 7. Information regarding the evaluation of the assets and liabilities that are being transferred to the Acquiring Company.

7.1 The ACQUIRING COMPANY will record the assets of the TRANSFERRING COMPANY, that shall be transferred in the course of the merger, in its accounts with the the book values used in the (German commercial law) final accounts of the TRANSFERRING COMPANY.

7.2 The TRANSFERRING COMPANY has not yet executed its German tax law option to step up its book values in the German tax law final accounts as of 31 December 2013. A step up in the German tax law final accounts of the TRANSFERRING COMPANY as at 31 December 2013 will, however, increase the book value of the transferring assets of the TRANSFERRING COMPANY in its German tax law final accounts as at 31 December 2013 by at most Euro 1 million. The ACQUIRING COMPANY has to take over the assets which are transferred to it at the value included in the German tax law final accounts of the TRANSFERRING COMPANY.

§ 8. Creditors' rights.

8.1 As far as the creditors of the TRANSFERRING COMPANY cannot demand fulfilment of their claims, they are entitled to a security pursuant to Section 122j Para. 1 UmwG. The creditors only have such right if they file their claims in writing within two months after the day of publication of the merger plan or its draft and have provided evidence that as a consequence of the merger the enforcement of their claims are jeopardised. This right to security for the creditors exists only for such claims which existed prior to or come into existence until 15 days after the publication of the merger plan or its draft in the commercial register of the TRANSFERRING COMPANY.

To the extent the creditors of the TRANSFERRING COMPANY file their right to security in accordance with Section 122j Para. 1 UmwG, the corresponding security will be granted.

Additional information on the exercise of the above rights can be obtained free of charge at Rosenthaler Straße 13, 10119 Berlin from the TRANSFERRING COMPANY.

1. 8.2 The creditors of the ACQUIRING COMPANY whose claims pre-date the date of publication of the deeds recording the merger in the Luxembourg Official Gazette may, notwithstanding any agreement to the contrary, apply within two months of that publication to the judge presiding the chamber of the District Court (Tribunal d'Arrondissement) dealing with commercial matters in the district in which the registered office of the ACQUIRING COMPANY is located and sitting as in urgency matters, to obtain adequate safeguard of collateral for any matured or unmatured debts, where the merger would make such protection necessary. The president of the court shall reject the application if the creditor is already in possession of adequate safeguards or if such safeguards are unnecessary, having regard to the assets and liabilities of the company after the merger. The ACQUIRING COMPANY may cause the application to be turned down by paying the creditor, even if it is a term debt. If the safeguards are not provided within the time limit prescribed, the debt shall immediately fall due.

Additional information on the exercise of the above rights can be obtained free of charge at 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

§ 9. Miscellaneous.

9.1 The name, corporate form and registered office of the ACQUIRING COMPANY will not be changed as a result of the merger.

9.2 The TRANSFERRING COMPANY has no real property.

9.3 This merger plan shall be submitted to the general meeting of the shareholders of the ACQUIRING COMPANY for approval. The approval of the shareholders meeting of the TRANSFERRING COMPANY is not required pursuant to Section 122g Para 2 UmwG and article 278 of the Luxembourg Companies Act.

9.4 Any costs of the MERGING COMPANIES caused by this plan and its execution shall be borne by the TRANSFERRING COMPANY.

9.5 The German version of this merger plan shall be binding.

The protocol was read to the appearing individuals by the Notary, approved by them and signed by them and the Notary in their own hand as follows:

gez. Rina Strauß

gez. Arnt Göppert

gez. Dr. Gerrit Wenz, Notar"

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the appearing person, the present deed has been worded in English followed by a German version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the German text, the German text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person(s), who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed, together with the undersigned notary, this original deed.

Gezeichnet: Herberigs, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 22 octobre 2014. Relation: RED/2014/2254. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): Kirsch.

AUSFERTIGUNG GEMÄSS GLEICHLAUTENDER URKUNDE, ausgestellt auf Stempelfreiem Papier zwecks Eintragung beim Gesellschaftsregister und Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

[Authentifizierte elektronische Unterschrift bei der Übermittlung an das Handelsregister enthalten.]

Rambrouch, den 22. Oktober 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Anlage **Satzung der Übernehmenden Gesellschaft**

Art. 1. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of “Patron Mollstrasse Holdings S.à r.l.”.

Art. 2. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition, development and exploitation of any immovable property located in all countries, as well as the acquisition of participations in any enterprise in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets. The Company may also grant loans to subsidiaries, affiliated companies or third parties.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal, and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. The Company’s subscribed share capital is fixed at EUR 12,500.- (TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EUROS) represented by 500 (FIVE HUNDRED) shares having a nominal value of EUR 25.- (TWENTY-FIVE EUROS) per share each.

Art. 6. The capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholders meeting, in accordance with article 13 of these articles of association.

Art. 7. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Towards the Company, the Company’s shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. In case of a sole shareholder, the Company’s shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act).

Art. 10. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not bring the Company to an end.

Art. 11. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by the general shareholder meeting, by a decision adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company’s objects and provided the terms of this article 11 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the single signature of any member of the board of managers. The board of managers may elect among its members a general manager who may bind the Company by his sole signature, provided he acts within the limits of the powers of the board of managers.

The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the board of managers.

In case of plurality of managers, written notices of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by cable, telegram, telefax or telex, at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telefax or telex another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation by a manager in a meeting by conference call or by other similar means of communication shall be deemed to be a participation in person at such meeting.

The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers, present or represented at the board meeting, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case it shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager.

The date of such circular resolution shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolution will be deemed to be held in Luxembourg.

Art. 12. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 13. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Companies Act.

Art. 14. The Company's year starts on the 1 January and ends on 31 December of each year.

Art. 15. Each year, with reference to 31 December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 16. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent. (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 17. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 18. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Suit la version française du texte qui précède:

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Patron Mollstrasse Holdings S. à r.l.».

Art. 2. La Société pourra accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à l'acquisition, au développement et à l'exploitation de toutes propriétés immeubles situées dans tout pays, ainsi qu'à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. Elle pourra nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs. La société peut également accorder des prêts à ses filiales, des sociétés liées ou des tierces parties.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles et financières, immobilières et mobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

La Société peut ouvrir des succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Art. 5. Le capital social de la Société est fixé à la somme de 12.500,- EUR (DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS) représenté par 500 (CINQ CENTS) parts sociales d'une valeur nominale de 25,- EUR (VINGT-CINQ EUROS) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 13 des présents statuts.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales peuvent être cédées, à condition d'observer les exigences de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915).

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un conseil de gestion. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Un président pro tempore du conseil de gestion peut être désigné par le conseil de gestion pour chaque conseil de gestion de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gestion pour laquelle il aura été désigné. Le conseil de gestion désignera un président pro tempore par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gestion.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 11.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du conseil de gestion.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la seule signature d'un membre quelconque du conseil de gestion. Le conseil de gestion peut élire parmi ses membres un gérant-délégué qui aura le pouvoir d'engager la Société par la seule signature, pourvu qu'il agisse dans le cadre des compétences du conseil de gestion.

L'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gestion pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. L'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gestion déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du conseil de gestion seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gestion peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du conseil de gestion.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du conseil de gestion sera donné à tous les gérants par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie, au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gestion et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gestion se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gestion.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion de s'entendre mutuellement. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication sera considérée comme une participation en personne à la réunion. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants, présents ou représentés au conseil de gérance, ou par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. Une réunion du conseil de gérance tenue par voie circulaire sera considérée comme ayant été tenue à Luxembourg.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 13. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Art. 14. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 15. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

Enregistré à Redange/Attert, le 22 octobre 2014. Relation: RED/2014/2254. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): Kirsch.

Patron Mollstrasse Holdings S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung

Berichtigungsurkunde

Im Jahre zweitausendvierzehn, am neunzehnten November.

Vor dem unterzeichnenden Notar Jean-Paul MEYERS, mit Amtssitz in Rambrouch, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCIENEN:

Herr Thibaud Herberigs, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, hier vertreten durch:

Frau Caroline RAMIER, mit Geschäftsadresse in Rambrouch, kraft der ihm unter Privatschrift erteilten Vollmacht; die oben genannte Vollmacht, welche von dem Vollmachtnehmer und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet wurde, bleibt der vorliegenden notariellen Urkunde zum Zwecke der Registrierung beigelegt, welcher den unterzeichnenden Notar ersucht, folgendes zu beurkunden:

Am 20. Oktober 2014 wurde der Verschmelzungsplan der Patron Mollstrasse Holdings S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Gesellschaftssitz in L-2310 Luxemburg, 6, avenue Pasteur, eingetragen im Handelsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) von Luxemburg unter der Nummer B 160.447, durch Urkunde des unterzeichnenden Notars hinterlegt, welche Urkunde eingetragen wurde in Redange/Attert, am 22. Oktober 2014, unter Relation RED/2014/2254.

Der Erschienene erklärt, dass aufgrund eines unterlaufenen Fehlers betreffend den Gesellschaftsnamen, dieser ist in der Urkunde nicht richtig geschrieben wurde.

Dementsprechend soll „Patron Mollstrasse Holding S.à r.l.“ in der ganzen Urkunde als „Patron Mollstrasse Holding s S.à r.l.“ gelesen werden.

Alle übrigen Angaben der vorerwähnten Urkunde vom 20. Oktober 2014 bleiben unverändert.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Rambrouch, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehendem an den Erschienenen, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Ramier, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 19 novembre 2014. Relation: RED/2014/2370. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): Kirsch.

AUSFERTIGUNG GEMÄSS GLEICHLAUTENDER URKUNDE, ausgestellt auf Stempelfreiem Papier zwecks Eintragung beim Gesellschaftsregister und Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

[Authentifizierte elektronische Unterschrift bei der Übermittlung an das Handelsregister enthalten.]

Rambrouch, den 19. November 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014184422/547.

(140207960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Immo Terrains S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8050 Bertrange, route d'Arlon, La Belle Etoile.

R.C.S. Luxembourg B 173.722.

L'an deux mille quatorze.

Le quinze octobre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme IMMO TERRAINS S.A., avec siège sociale à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 173.722 (NIN 2012 2223 877),

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 18 décembre 2012, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 330 du 11 février 2013, et dont les statuts ont été modifiés comme suit:

- suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 28 décembre 2012, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 404 du 19 février 2013;

- suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 30 juillet 2013, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2367 du 25 septembre 2013;

- suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 6 août 2014, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2841 du 9 octobre 2014,

au capital social de QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE QUATRE SOIXANTE-HUIT EUROS (€ 95.468.-), représenté par quatre-vingt-quinze mille quatre cent soixante-huit (95.468) actions d'une valeur nominale d'UN EURO (€ 1.-) chacune, entièrement libérées.

L'assemblée est présidée par Monsieur Maximilien dit Max LEESCH, commerçant, demeurant à L-8387 Koerich, Chalet Saint-Hubert,

qui désigne comme secrétaire Madame Doris LEESCH, employée privée, demeurant à L-2309 Luxembourg, 116, avenue Pasteur.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Joseph dit Jeff LEESCH, employé privé, demeurant à L-7392 Blaschette, 8, rue du Gruenewald.

Le bureau étant ainsi constitué Monsieur le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour est conçu comme suit:

1.- a) Augmentation du capital souscrit à concurrence du montant de SIX MILLIONS CINQ CENT QUATRE-VINGT-DEUX MILLE EUROS (€ 6.582.000.-) pour le porter de son montant actuel de QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-HUIT EUROS (€ 95.468.-) au montant de SIX MILLIONS SIX CENT SOIXANTE-DIX-SEPT MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-HUIT EUROS (€ 6.677.468.-) par l'émission de six millions cinq cent quatre-vingt-deux mille (6.582.000) actions nouvelles d'une valeur nominale d'UN EURO (€ 1.-) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

b) Souscription et libération des six millions cinq cent quatre-vingt-deux mille (6.582.000) actions nouvelles comme suit:

(i) six millions trois cent douze mille six cent quatre-vingt-quatre (6.312.684) actions par l'actionnaire Monsieur Paul LEESCH, commerçant en retraite, demeurant à L-8059 Bertrange, Niederterhaff, et libération de ces actions moyennant un apport en nature consistant dans l'apport de:

- trente mille quatre cent dix-huit (30.418) actions qu'il détient dans la société anonyme BIERELDENG I S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.870;

- vingt-six mille sept cent quarante-deux (26.742) actions qu'il détient dans la société anonyme WINDHOF I S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.869;

- vingt-six mille sept cent quarante-deux (26.742) actions qu'il détient dans la société anonyme TOSSEBIERG I S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.867;

- vingt-six mille sept cent quarante-deux (26.742) actions qu'il détient dans la société anonyme MUNSBACH I S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.873;

- vingt-six mille sept cent quarante-deux (26.742) actions qu'il détient dans la société anonyme MONT SAINT LAMBERT I S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.913;

- vingt-six mille sept cent quarante-deux (26.742) actions qu'il détient dans la société anonyme FRAENZEBACH I S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.909;

- vingt-six mille huit cent soixante-dix-huit (26.878) actions qu'il détient dans la société anonyme MERSCH I S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.868;

- vingt-huit mille dix (28.010) actions qu'il détient dans la société anonyme WALEBROCH I S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.871;

- vingt-sept mille neuf cent soixante-dix-huit (27.978) actions qu'il détient dans la société anonyme ZWICKAU I S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.908;

- neuf cent soixante-sept mille six cent trente-deux (967.632) actions qu'il détient dans la société anonyme NIEDERTERHAFF S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.864;

- quatre-vingt-douze mille cinq cent quatre-vingt-quinze (92.595) actions qu'il détient dans la société anonyme OP DER HART I S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.910;

- quatre millions sept cent soixante-neuf mille trois cent soixante-quatorze (4.769.374) actions qu'il détient dans la société anonyme AUF DER ACHT S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.866;

- cent quatre-vingt-quatorze mille cent vingt-cinq (194.125) actions qu'il détient dans la société anonyme LA BELLE ÉTOILE I S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.911;

- quarante-et-un mille neuf cent soixante-quatre (41.964) parts sociales qu'il détient dans la société à responsabilité limitée IMMOSSA S.à r.l., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 173.720.

(ii) deux cent soixante-neuf mille trois cent seize (269.316) actions nouvelles, à raison de soixante-sept mille trois cent vingt-neuf (67.329) actions, par les actionnaires Madame Danielle LEESCH, employée privée, demeurant à L-7480 Tuntange, 8, rue du Bois, Madame Doris LEESCH, employée privée, demeurant à L-2309 Luxembourg, 116, avenue Pasteur, Monsieur Maximilien dit Max LEESCH, commerçant, demeurant à L-8387 Koerich, Chalet Saint-Hubert, et Monsieur Joseph dit Jeff LEESCH, employé privé, demeurant à L-7392 Blaschette, 8, rue du Gruenewald, et libération de ces actions moyennant un apport en nature consistant dans l'apport de:

- à raison de chaque fois cent dix (110) actions, faisant ensemble quatre cent quarante (440) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme BIERELDENG I S.A., préqualifiée;

- à raison de chaque fois mille vingt-neuf (1.029) actions, faisant ensemble quatre mille cent seize (4.116) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme WINDHOF I S.A., préqualifiée;

- à raison de chaque fois mille vingt-neuf (1.029) actions, faisant ensemble quatre mille cent seize (4.116) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme TOSSEBIERG I S.A., préqualifiée;

- à raison de chaque fois mille vingt-neuf (1.029) actions, faisant ensemble quatre mille cent seize (4.116) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme MUNSBACH I S.A., préqualifiée;

- à raison de chaque fois mille vingt-neuf (1.029) actions, faisant ensemble quatre mille cent seize (4.116) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme MONT SAINT LAMBERT I S.A., préqualifiée;
- à raison de chaque fois mille vingt-neuf (1.029) actions, faisant ensemble quatre mille cent seize (4.116) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme FRAENZEBACH I S.A., préqualifiée;
- à raison de chaque fois neuf cent quatre-vingt-quinze (995) actions, faisant ensemble trois mille neuf cent quatre-vingt (3.980) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme MERSCH I S.A., préqualifiée;
- à raison de chaque fois sept cent douze (712) actions, faisant ensemble deux mille huit cent quarante-huit (2.848) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme WALEBROCH I S.A., préqualifiée;
- à raison de chaque fois sept cent vingt (720) actions, faisant ensemble deux mille huit cent quatre-vingt (2.880) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme ZWICKAU I S.A., préqualifiée;
- à raison de chaque fois quatre mille neuf cent cinquante-neuf (4.959) actions, faisant ensemble dix-neuf mille huit cent trente-six (19.836) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme NIEDERTERHAFF S.A., préqualifiée
- à raison de chaque fois mille sept cent trente-sept (1.737) actions, faisant ensemble six mille neuf cent quarante-huit (6.948) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme OP DER HART I S.A., préqualifiée;
- à raison de chaque fois cinquante-et-un mille neuf cent quarante-sept (51.947) actions, faisant ensemble deux cent sept mille sept cent quatre-vingt-huit (207.788) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme AUF DER ACHT S.A., préqualifiée;
- à raison de chaque fois deux cent quarante-cinq (245) actions, faisant ensemble neuf cent quatre-vingt (980) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme LA BELLE ETOILE I S.A., préqualifiée;
- à raison de chaque fois sept cent cinquante-neuf (759) parts sociales, faisant ensemble trois mille trente-six (3.036) parts sociales qu'ils détiennent dans la société à responsabilité limitée IMMOSA S.à r.l., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 173.720.

2.- Modification du premier alinéa de l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5 (alinéa 1^{er})**. Le capital social est fixé à SIX MILLIONS SIX CENT SOIXANTE-DIX-SEPT MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-HUIT EUROS (€ 6.677.468.-), représenté par six millions six cent soixante-dix-sept mille quatre cent soixante-huit (6.677.468) actions d'une valeur nominale d'UN EURO (€ 1.-) chacune."

3.- Modification du registre des actionnaires de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorités donnés à tout administrateur de la Société, agissant individuellement, pour procéder au nom de la Société aux modifications ci-dessus.

4.- Modification du premier alinéa de l'article 22 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 22. (alinéa 1^{er})**. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le dernier mercredi du mois de mai à 11.00 heures."

5.- Nomination de Madame Danielle LEESCH, employée privée, demeurant à L-7480 Tuntange, 8, rue du Bois, en tant qu'administrateur de la société, son mandat expirant à l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice 2017.

6.- Nomination de Monsieur Paul LEESCH, commerçant en retraite, demeurant à L-8059 Bertrange, Niederterhaff, en tant qu'administrateur délégué (préposé à la gestion journalière) de la société, son mandat expirant à l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice 2017.

II. Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste après avoir été signée par les comparants et signée ne varietur par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

III. Il résulte de cette liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. Après délibération l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

a) L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social d'un montant de SIX MILLIONS CINQ CENT QUATRE-VINGT-DEUX MILLE EUROS (€ 6.582.000.-) pour le porter de son montant actuel de QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-HUIT EUROS (€ 95.468.-) au montant de SIX MILLIONS SIX CENT SOIXANTE-DIX-SEPT MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-HUIT EUROS (€ 6.677.468.-) par l'émission de six millions cinq cent quatre-vingt-deux mille (6.582.000) actions nouvelles d'une valeur nominale d'UN EURO (€ 1.-) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

b) SOUSCRIPTION - LIBÉRATION

La souscription et la libération des six millions cinq cent quatre-vingt-deux mille (6.582.000) actions nouvelles a eu lieu comme suit:

(i) six millions trois cent douze mille six cent quatre-vingt-quatre (6.312.684) actions par l'actionnaire Monsieur Paul LEESCH, commerçant en retraite, demeurant à L-8059 Bertrange, Niederterhaff, et libération de ces actions moyennant un apport en nature consistant dans l'apport de:

- trente mille quatre cent dix-huit (30.418) actions qu'il détient dans la société anonyme BIERELDENG I S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.870;

- vingt-six mille sept cent quarante-deux (26.742) actions qu'il détient dans la société anonyme WINDHOF I S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.869;

- vingt-six mille sept cent quarante-deux (26.742) actions qu'il détient dans la société anonyme TOSSEBIERG I S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.867;

- vingt-six mille sept cent quarante-deux (26.742) actions qu'il détient dans la société anonyme MUNSBACH I S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.873;

- vingt-six mille sept cent quarante-deux (26.742) actions qu'il détient dans la société anonyme MONT SAINT LAMBERT I S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.913;

- vingt-six mille sept cent quarante-deux (26.742) actions qu'il détient dans la société anonyme FRAENZEBACH I S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.909;

- vingt-six mille huit cent soixante-dix-huit (26.878) actions qu'il détient dans la société anonyme MERSCH I S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.868;

- vingt-huit mille dix (28.010) actions qu'il détient dans la société anonyme WALEBROCH I S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.871;

- vingt-sept mille neuf cent soixante-dix-huit (27.978) actions qu'il détient dans la société anonyme ZWICKAU I S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.908;

- neuf cent soixante-sept mille six cent trente-deux (967.632) actions qu'il détient dans la société anonyme NIEDERTERHAFF S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.864;

- quatre-vingt-douze mille cinq cent quatre-vingt-quinze (92.595) actions qu'il détient dans la société anonyme OP DER HART I S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.910;

- quatre millions sept cent soixante-neuf mille trois cent soixante-quatorze (4.769.374) actions qu'il détient dans la société anonyme AUF DER ACHT S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.866;

- cent quatre-vingt-quatorze mille cent vingt-cinq (194.125) actions qu'il détient dans la société anonyme LA BELLE ETOILE I S.A., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 190.911;

- quarante-et-un mille neuf cent soixante-quatre (41.964) parts sociales qu'il détient dans la société à responsabilité limitée IMMOSSA S.à r.l., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 173.720.

(ii) deux cent soixante-neuf mille trois cent seize (269.316) actions nouvelles, à raison de soixante-sept mille trois cent vingt-neuf (67.329) actions, par les actionnaires Madame Danielle LEESCH, employée privée, demeurant à L-7480 Tuntange, 8, rue du Bois, Madame Doris LEESCH, employée privée, demeurant à L-2309 Luxembourg, 116, avenue Pasteur, Monsieur Maximilien dit Max LEESCH, commerçant, demeurant à L-8387 Koerich, Chalet Saint-Hubert, et Monsieur Joseph dit Jeff LEESCH, employé privé, demeurant à L-7392 Blaschette, 8, rue du Gruenewald, et libération de ces actions moyennant un apport en nature consistant dans l'apport de:

- à raison de chaque fois cent dix (110) actions, faisant ensemble quatre cent quarante (440) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme BIERELDENG I S.A., préqualifiée;

- à raison de chaque fois mille vingt-neuf (1.029) actions, faisant ensemble quatre mille cent seize (4.116) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme WINDHOF I S.A., préqualifiée;

- à raison de chaque fois mille vingt-neuf (1.029) actions, faisant ensemble quatre mille cent seize (4.116) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme TOSSEBIERG I S.A., préqualifiée;

- à raison de chaque fois mille vingt-neuf (1.029) actions, faisant ensemble quatre mille cent seize (4.116) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme MUNSBACH I S.A., préqualifiée;

- à raison de chaque fois mille vingt-neuf (1.029) actions, faisant ensemble quatre mille cent seize (4.116) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme MONT SAINT LAMBERT I S.A., préqualifiée;
- à raison de chaque fois mille vingt-neuf (1.029) actions, faisant ensemble quatre mille cent seize (4.116) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme FRAENZEBACH I S.A., préqualifiée;
- à raison de chaque fois neuf cent quatre-vingt-quinze (995) actions, faisant ensemble trois mille neuf cent quatre-vingt (3.980) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme MERSCH I S.A., préqualifiée;
- à raison de chaque fois sept cent douze (712) actions, faisant ensemble deux mille huit cent quarante-huit (2.848) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme WALEBROCH I S.A., préqualifiée;
- à raison de chaque fois sept cent vingt (720) actions, faisant ensemble deux mille huit cent quatre-vingt (2.880) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme ZWICKAU I S.A., préqualifiée;
- à raison de chaque fois quatre mille neuf cent cinquante-neuf (4.959) actions, faisant ensemble dix-neuf mille huit cent trente-six (19.836) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme NIEDERTERHAFF S.A., préqualifiée
- à raison de chaque fois mille sept cent trente-sept (1.737) actions, faisant ensemble six mille neuf cent quarante-huit (6.948) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme OP DER HART I S.A., préqualifiée;
- à raison de chaque fois cinquante-et-un mille neuf cent quarante-sept (51.947) actions, faisant ensemble deux cent sept mille sept cent quatre-vingt-huit (207.788) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme AUF DER ACHT S.A., préqualifiée;
- à raison de chaque fois deux cent quarante-cinq (245) actions, faisant ensemble neuf cent quatre-vingt (980) actions qu'ils détiennent dans la société anonyme LA BELLE ETOILE I S.A., préqualifiée;
- à raison de chaque fois sept cent cinquante-neuf (759) parts sociales, faisant ensemble trois mille trente-six (3.036) parts sociales qu'ils détiennent dans la société à responsabilité limitée IMMOSA S.à r.l., avec siège social à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Centre Commercial La Belle Étoile, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 173.720.

Les souscripteurs déclarent que les actions et parts sociales dont apport ci-avant sont quittes et libres de tout engagement.

Conformément aux articles 26-1 et 32-1 (5) de la loi du 10 août 1915 les prédicts apports en nature ont fait l'objet d'un rapport d'évaluation qui a été établi par le réviseur d'entreprises agréé, Madame Françoise RENARD, de la société à responsabilité limitée KPMG Luxembourg, avec siège social à L-2520 Luxembourg, 9, Allée Scheffer, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 149.133, établi en date du 15 octobre 2014, dont les conclusions ont la teneur suivante:

Conclusion:

Sur base de nos travaux, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie.

Ledit rapport, après avoir été signé "ne varietur" par le notaire soussigné et tous les comparants, restera annexé au présent acte, avec lequel il sera enregistré.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5. (alinéa 1^{er}).** Le capital social est fixé à SIX MILLIONS SIX CENT SOIXANTE-DIX-SEPT MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-HUIT EUROS (€ 6.677.468.-), représenté par six millions six cent soixante-dix-sept mille quatre cent soixante-huit (6.677.468) actions d'une valeur nominale d'UN EURO (€ 1.-) chacune."

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de mettre à jour le registre des actionnaires de la Société afin de refléter les modifications mentionnées ci-dessus et donne pouvoir à tout administrateur de la Société, agissant individuellement, pour procéder, au nom de la Société à l'enregistrement des modifications ci-dessus dans le registre des actionnaires.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de modifier le premier alinéa de l'article 22 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 22 (alinéa 1^{er}).** L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le dernier mercredi du mois de mai à 11.00 heures."

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de nommer Madame Danielle LEESCH, employée privée, demeurant à L-7480 Tuntange, 8, rue du Bois, en tant qu'administrateur de la société, son mandat expirant à l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice 2017.

Sixième résolution

L'assemblée générale décide de nommer Monsieur Paul LEESCH, commerçant en retraite, demeurant à L-8059 Bertrange, Niederterhaff, en tant qu'administrateur-délégué (préposé à la gestion journalière) de la société, son mandat expirant à l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice 2017,

lequel peut engager la société par sa signature individuelle dans le cadre de la gestion journalière.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour Monsieur le Président lève la séance.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Bertrange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants de tout ce qui précède, ces derniers, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: M. LEESCH, J. LEESCH, D. LEESCH, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 17 octobre 2014. Relation: ECH/2014/1964. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 23 octobre 2014.

Référence de publication: 2014168459/280.

(140192500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2014.

Florett, Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 136.037.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014173692/9.

(140199059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2014.

APRLTPS asbl, Amicale du Personnel en Retraite du Lycée Technique pour Professions de Santé, Association sans but lucratif.

Siège social: L-1210 Luxembourg, 27, rue Barblé.

R.C.S. Luxembourg F 10.147.

STATUTS

Chapitre I^{er}. Dénomination, objet, durée, siège

Art. 1^{er}. En l'an deux mil quatorze, le vingt-cinq septembre, il est constitué entre les soussignés une association sans but lucratif régie par les statuts et la loi du vingt et un avril mil neuf cent vingt-huit concernant les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique.

L'association est dénommée "Amicale du Personnel en retraite du Lycée technique pour Professions de Santé", abrégée "APRLTPS asbl"

Art. 2. L'association a pour but:

- a) de cultiver et d'entretenir des relations amicales entre ses membres,
- b) de maintenir le lien avec le Lycée technique pour Professions de Santé,
- c) d'organiser des sorties événementielles, professionnelles et culturelles.

Art. 3. L'association est fondée pour une durée indéterminée.

Art. 4. L'association est neutre au point de vue politique et confessionnel.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg au siège du LTPS.

Par décision de l'Assemblée Générale extraordinaire, il peut être transféré à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg.

Chapitre II. Membres

Art. 6. L'association se compose de membres actifs, honoraires, donateurs.

Membres actifs: Anciens enseignants et ancien personnel administratif auprès du LTPS en retraite.

Membres honoraires et donateurs: Le Conseil d'Administration peut conférer le titre de membre d'honneur à toute personne physique ou morale qui rend ou qui a rendu des services éminents ou soutenant l'association APRLTPS sur le plan financier. Les membres honoraires et donateurs ne paient pas de cotisation et n'ont pas le droit de vote.

Art. 7. Peut devenir membre, toute personne mentionnée à l'art. 6, reconnaissant les présents statuts et payant la cotisation annuelle.

Art. 8. Le nombre des membres n'est pas limité, mais ne peut être inférieur à cinq.

Art. 8a. Afin de faciliter les échanges, chaque membre est d'accord d'être contacté par son adresse électronique qu'il soumet au Conseil d'Administration.

Art. 9. La qualité de membre se perd par le non-paiement de la cotisation annuelle ou par l'exclusion prononcée par l'Assemblée Générale statuant à la majorité des deux tiers des voix si le membre compromet volontairement l'honneur et l'intégrité de l'Association ou s'il ne respecte pas les présents statuts.

Art. 10. Le membre démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur les fonds sociaux et ne peut réclamer le remboursement de ses cotisations.

L'Assemblée Générale statuera sur les demandes de réintégration.

Art. 11. Le montant de la cotisation annuelle est fixé par le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale. Il ne peut dépasser 25 Euro du cout de la vie 2014.

Les cotisations sont payables avant le 31 décembre de l'année en cours.

Chapitre III. Gestion

Art. 12. L'Association est gérée par un Conseil d'Administration composé de cinq membres au moins et de neuf membres au plus, dont un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier, élus par vote secret et à la majorité des voix.

Le Conseil d'Administration peut coopter des membres supplémentaires.

Art. 13. Le mandat des membres du Conseil d'Administration est renouvelable tous les quatre ans.

Deux ans après la fondation de l'association, la moitié du Conseil d'Administration est renouvelé par tirage au sort; deux ans plus tard les mandats des autres membres élus à l'assemblée constituante sont à renouveler

Les membres sortants sont rééligibles.

Lorsqu'un membre du Conseil d'Administration arrête ses fonctions avant la fin de son mandat, son poste sera pourvu au remplacement à la prochaine AG pour finir le mandat de celui-ci

Art. 14. Le Conseil d'Administration se réunit chaque fois qu'il le juge nécessaire et au moins quatre fois par an. L'ordre du jour sera joint à la convocation.

Il sera fait un rapport écrit de chaque séance qui sera diffusé à tous les membres. Les rapports sont signés par le président ou son remplaçant et le secrétaire et seront gardés dans un registre spécial.

Tout ce qui n'est pas réservé expressément à l'Assemblée Générale par les statuts ou par la loi est de la compétence du Conseil d'Administration

Chapitre IV. Assemblée Générale

Art. 15. L'Assemblée Générale réunira les membres au moins une fois par an au cours des quatre premiers mois de l'exercice social.

Art. 16. Les attributions obligatoires de l'Assemblée Générale sont les suivantes:

- a) Elire les membres du Conseil d'Administration.
- b) Approuver les rapports de gestion et du compte de l'exercice écoulé.
- c) Donner la décharge au trésorier pour la gestion du budget.
- d) Fixer le montant de la cotisation annuelle.
- e) Nommer deux réviseurs de caisse.
- f) Voter le budget prévisionnel de l'année en cours.
- g) Discuter les activités écoulées et futures.
- h) Proposer la modification des statuts et de la dissolution de l'Association conformément aux règles établies par la loi.
- i) Approuver ou refuser les demandes de réintégration,
- j) Donner la décharge au Conseil d'Administration.

Art. 17. L'Assemblée Générale est présidée par le président ou, en son absence, par le vice - président du Conseil d'Administration en fonction.

Art. 18. Chaque résolution sera admise à la majorité simple des voix des membres présents.

Art. 19. Les résolutions, signées par le président et le secrétaire sont gardées dans un registre spécial.

Art. 20. Les élections seront organisées par des membres du Conseil d'Administration dont les mandats ne sont pas renouvelés.

Art. 21. Les membres, ayant droit de vote, sont convoqués par courriel à l'Assemblée Générale, au moins dix jours avant la date fixée. L'ordre du jour doit être joint à la convocation.

Les membres honoraires et donateurs sont invités à l'Assemblée Générale.

Art. 22. L'Assemblée Générale statutairement convoquée est régulièrement constituée quel que soit le nombre de membres présents. Elle prend les décisions à la majorité des votes exprimés.

Art. 23. Chaque électeur peut représenter un seul membre à l'Assemblée Générale par procuration écrite.

Chapitre V. Ressources

Art. 24. Les ressources de l'association se composent notamment:

- a) des cotisations des membres,
- b) des subsides et des dons,
- c) des intérêts,
- d) d'autres revenus généralement quelconques.

Art. 25. Le trésorier assure la gestion financière de l'Association. Il veille à l'entrée des recettes et au paiement des dépenses et rend régulièrement compte au Conseil d'Administration de la situation financière. Il présente à l'Assemblée Générale un rapport financier annuel lequel est soumis aux fins de vérification à deux réviseurs de caisse, désignés par l'Assemblée Générale pour une durée de deux ans.

Art. 26. En cas de dissolution de l'Association, le Conseil d'Administration fera fonction de liquidateur. Le patrimoine sera transmis à une association à but «social».

Art. 27. Les dispositions de la loi du 21.04.1928 sont applicables à tous les cas non prévus par les présents statuts.

Chapitre VI. Modification des statuts

Art. 28. Le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale ont le droit de proposer une modification des statuts.

Les modifications sont votées lors d'une Assemblée Générale extraordinaire et nécessitent une majorité simple des votes exprimés.

Le Conseil d'Administration peut convoquer une Assemblée Générale extraordinaire faisant suite à une Assemblée Générale ordinaire.

L'ordre du jour doit être spécifié.

Chapitre VII. Révocation du Conseil d'Administration

Art. 29. La révocation du Conseil d'Administration peut uniquement être proclamée dans une Assemblée Générale, si au moins les trois quarts des membres sont représentés, ou dans une Assemblée Générale extraordinaire à la simple majorité des voix.

Les fonds de caisse seront repris par le nouveau Conseil d'Administration instauré.

Chapitre VIII. Assemblée Constituante

Art. 30. Le premier Conseil d'Administration est élu lors de l'Assemblée Constituante. Suite à cette Assemblée, le Conseil d'Administration nouvellement élu se réunit et procède à la nomination des postes prévue à l'article 12.

Chapitre IX. Divers

Art. 31. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 32. Les comptes sont clôturés chaque année au 31 décembre et sont soumis à l'assentiment de l'Assemblée Générale. Ils sont revus par deux réviseurs de caisse qui sont nommés par l'Assemblée Générale pour une durée de deux ans. Ils ne peuvent pas être membres du Conseil d'Administration.

Art. 33. Les modifications des statuts se feront dans les formes et selon les conditions prévues par la loi du 21.04.1928 sur les A.s.b.l..

LIESCH Christiane / NERDEN Gilberte / PAULUS Andrée / QUINTUS Senny / SCHUMACHER ALOYSE /
WAGNER Jean / WOLLWERT Marie-José
Membres fondateurs

Référence de publication: 2014168805/126.

(140192329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2014.

Unigestion Secondary Opportunity III, SCA-SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1748 Senningerberg, 6, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 180.657.

In the year two thousand and fourteenth, on the sixteenth of October.

Before us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of a Luxembourg company under the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions - SCA), qualifying as an investment company with variable capital - specialized investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé), under the denomination of "Unigestion Secondary Opportunity III, SCA-SICAV-SIF", R.C.S. Number B180.657, having its registered office in 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg pursuant to a deed passed before Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, on September 29th, 2013 published in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C" No 2921 on November 20th, 2013. The articles of the company has have been not amended yet.

The meeting begins with, Véronique Krawczyk, employee with professional address at 2, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg, being in the Chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Mrs. Marilyn Sellier, consultant, with professional address at 2, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr. François Lefebvre, employee, with professional address at 2, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg.

The Chairman then states:

I.- That a first Extraordinary General Meeting of the Company was held on September 29th, 2014 to deliberate on the same agenda as hereinafter reproduced. It resulted from the attendance list that:

- (i) The General Partner owning one (1) General Partner Share was not present or represented at the Meeting, and
- (ii) That out of 9,774.500 (nine thousand seven hundred and seventy-four spot five) Ordinary Shares without par value outstanding on September 29, 2014, 6,921.25 (six thousand nine hundred and twenty-one spot twenty-five) Ordinary Shares were duly represented at this Meeting.

Said Meeting was adjourned and it was decided to reconvene on this day.

II.- That the present Extraordinary General Meeting has been duly convened by mail to the registered shareholders on September 30th, 2014.

The related copies of the said mails are deposited on the desk of the bureau of the meeting.

III.- That the agenda of the meeting is worded as follows:

1. Approval of the transfer of the registered office of the Fund from its current location to 6, rue Lou Hemmer at L-1748 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg with effect from 20th October 2014.

2. Amendment of article 3 of the Articles of Association relating to the registered office, to read as follow:

“ **3.1.** The registered office of the Company is established in Senningerberg, in the Grand Duchy of Luxembourg.

3.2. If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the registered office may be moved by decision of the General Partner to any place within the limits of the boundaries of the Grand Duchy of Luxembourg. (...)”

IV.- That the shareholders present or represented as well as the shares held by them are shown on an attendance list set up and certified by the members of the bureau which, after signature "ne varietur" by the shareholders present, the proxyholders of the shareholders represented and the bureau of the meeting, shall remain attached to the present deed together with the proxies to be filed at the same time.

V.- That it results from the said attendance list that:

- (i) The General Partner owning one (1) General Partner Share IS present or represented at the Meeting, and
- (ii) out of 9,774 issued shares, 7,533 shares representing 77.07 % the share capital are present or represented at this meeting. Pursuant to article 67-1 (2) of the Law of August 10, 1915, on commercial companies, the meeting is regularly constituted and may validly deliberate and decide upon the items of the agenda of the meeting, herebefore reproduced, whatsoever be the represented part of capital.

After approval of the statement of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the meeting, after deliberation, passed the following resolution by unanimous vote:

171691

First resolution

The Meeting approves and decides to transfer the registered office of the Fund from its current location to 6, rue Lou Hemmer at L-1748 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg with effect from 20th October 2014.

Votes in favour: 7,533

Vote(s) against: 0

Abstention(s): 0

Second resolution

The Meeting decides to amend article 3 of the Articles of Incorporation relating to the registered office, to read as follow:

“ Art. 3. Registered Office.

3.1. The registered office of the Fund is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

3.2. If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the registered office may be moved by decision of the General Partner to any place within the limits of the boundaries of the Grand Duchy of Luxembourg. The General Partner is authorized to transfer the registered office of the Fund inside the municipality of Niederanven.

3.3. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a Special Resolution.

3.4. Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Fund, the registered office of the Fund may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalized; such temporary measures will not have any effect on the Fund's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg fund. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be taken by the General Partner.”

Votes in favour: 7,533

Vote(s) against: 0

Abstention(s): 0

Nothing else being on the agenda, and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed.

In faith of which we, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the persons appearing, said persons appearing signed with us, the notary, the present original deed.

Signé: V. Krawczyk, M. Sellier, F. Lefebvre et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 24 octobre 2014. Relation: LAC/2014/49689. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 30 octobre 2014.

Référence de publication: 2014168746/92.

(140192403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2014.

Alves & Famille S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3512 Dudelange, 229, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 191.404.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze.

Le seize octobre.

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

ONT COMPARU

1.- Monsieur Fernando FERREIRA ALVES, gérant de société, né à Poiaras (Portugal) le 28 février 1966, demeurant à L-3429 Dudelange, 251, route de Burange

2.- Monsieur Nuno Duarte GUEDES ALVES, salarié, né à Canelas /Peso Da Régua (Portugal) le 17 septembre 1990 demeurant à L-3429 Dudelange, 251, route de Burange

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée, qu'ils déclarent constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de:
ALVES & FAMILLE S. à r.l.

Art. 2. La société a pour objet:

- l'exploitation d'un débit de boissons alcooliques et non-alcooliques avec restauration,
- l'exploitation d'un commerce avec importation et exportation de biens et de prestations de services ainsi que l'achat et la vente de toutes marchandises,

Elle pourra faire toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet ou qui pourraient en faciliter la résiliation et le développement.

Art. 3. Le siège social est établi à Dudelange.

Art. 4. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500,-), représenté par CENT (100) PARTS SOCIALES d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (125,-) chacune.

Art. 5. La durée de la société est indéterminée.

Art. 6. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés par l'unique associé ou les associés qui détermineront leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions. Ils sont rééligibles et révocables ad nutum et à tout moment.

Art. 7. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction ou la faillite de l'unique ou d'un associé.

Art. 8. Lorsque la société comporte plus d'un associé, les parts sociales sont librement cessibles entre associés, la cession entre vifs tant à titre gratuit qu'à titre onéreux à un non-associé ne pourra se faire que de l'assentiment de tous les associés.

La transmission pour cause de mort requiert l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants qui ont en toute hypothèse un droit de préemption. Cet agrément n'est pas nécessaire en cas de transmission à un héritier réservataire ou au conjoint survivant.

Art. 9. Un associé sortant ainsi que les héritiers ou ayants-droits et créanciers d'un associé ne peuvent sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 11. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants en exercice, à moins que l'associé unique ou l'assemblée générale des associés n'en décide autrement. Le résultat, actif de la liquidation, après apurement de l'intégralité du passif, sera transmis à l'associé unique ou sera réparti entre les propriétaires des parts sociales, au prorata du nombre de leurs parts.

Art. 12. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il est référé aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2014.

Souscription

Le capital a été souscrit comme suit:

1.- Monsieur Fernando FERREIRA ALVES, prénommé, CINQUANTE PARTS SOCIALES	50
2.- Monsieur Nuno Duarte GUEDES ALVES, prénommé, CINQUANTE PARTS SOCIALES	50
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100

Toutes les parts ont été libérées intégralement en espèces et en conséquence la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

Les comparants déclarent que les prédicts apports sont à la disposition de la société.

Frais

Le coût des frais, dépenses, charges et rémunérations sous quelque forme que ce soit, qui sont mis à charge de la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à NEUF CENTS EUROS (90,-).

Décisions

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale et à l'unanimité des voix ils ont pris les décisions suivantes:

I.- Est nommé gérant technique de la société:

Monsieur Nuno Duarte GUEDES ALVES, prénommé,

II.- Est nommé gérant administratif de la société:

Monsieur Fernando FERREIRA ALVES prénommé

III.- La société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants.

IV.- Le siège social de la société se trouve à L-3512 Dudelange, 229, rue de la Libération.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous Notaire le présent acte.

Signé: Ferreira Alves, Guedes Alves, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 21 octobre 2014. Relation: EAC/2014/14158. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014168865/79.

(140192892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2014.

Libra Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.460.615,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 140.558.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un contrat d'acquisition et de transfert de parts sociales du 24 octobre 2014 que les parts sociales de la Société ont été transférées comme suit:

1) Star II US Limited Partnership No.1 a cédé 50 parts de classe A-1, 50 parts de classe A-2, 50 parts de classe B-1, 50 parts de classe B-2, 50 parts de classe C-1, 50 parts de classe C-2, 49 parts de classe D-1, 49 parts de classe D-2, 50 parts de classe E-1 et 50 parts de classe E-2;

2) Star II UK Limited Partnership No.1 a cédé 662 parts sociales de classe A-1, 662 parts de classe A-2, 662 parts de classe B-1, 662 parts de classe B-2, 662 parts de classe C-1, 661 parts de classe C-2, 661 parts de classe D-1, 661 parts de classe D-2, 661 parts de classe E-1 et 661 parts de classe E-2;

3) Star II Executive Co-investment Limited Partnership a cédé 6 parts sociales de classe A-1, 6 parts sociales de classe A-2, 6 parts sociales de classe B-1, 6 parts sociales de classe B-2, 6 parts sociales de classe C-1, 6 parts sociales de classe C-2, 6 parts sociales de classe D-1, 6 parts sociales de classe D-2, 5 parts sociales de classe E-1 et 4 parts sociales de classe E-2;

4) NB Co-Invest Partners L.P. a cédé 44 parts sociales de classe A-1, 44 parts sociales de classe A-2, 44 parts sociales de classe B-1, 44 parts sociales de classe B-2, 44 parts sociales de classe C-1, 44 parts sociales de classe C-2, 44 parts sociales de classe D-1, 44 parts sociales de classe D-2, 44 parts sociales de classe E-1 et 44 parts sociales de classe E-2;

5) Co-Investment Capital Partners L.P. a cédé 1 part sociale de classe A-1, 1 part sociale de classe A-2, 1 part sociale de classe B-1, 1 part sociale de classe B-2, 1 part sociale de classe C-1, 2 parts sociales de classe C-2, 2 parts sociales de classe D-1, 2 parts sociales de classe D-2, 2 parts sociales de classe E-1 et 3 parts sociales de classe E-2;

6) NB Co-Investment Group L.P. a cédé 1 part sociale de classe A-1, 1 part sociale de classe A-2, 1 part sociale de classe B-1, 1 part sociale de classe B-2, 1 part sociale de classe C-1, 1 part sociale de classe C-2, 2 parts sociales de classe D-1, 2 parts sociales de classe D-2, 1 part sociale de classe E-1 et 1 part sociale de classe E-2

7) NB PEP Investments I L.P. (Incorporated) a cédé 3 parts sociales de classe A-1, 3 parts sociales de classe A-2, 3 parts sociales de classe B-1, 3 parts sociales de classe B-2, 3 parts sociales de classe C-1, 3 parts sociales de classe C-2, 3 parts sociales de classe D-1, 2 parts sociales de classe D-2, 2 parts sociales de classe E-1 et 1 part sociale de classe E-2;

8) NB Crossroads 2010 - MC Holdings L.P. a cédé 3 parts sociales de classe A-1, 3 parts sociales de classe A-2, 3 parts sociales de classe B-1, 3 parts sociales de classe B-2, 3 parts sociales de classe C-1, 3 parts sociales de classe C-2, 3 parts sociales de classe D-1, 2 parts sociales de classe D-2, 2 parts sociales de classe E-1 et 1 part sociale de classe E-2 et

9) Operating Venture Capital, LLC a cédé 2 parts sociales de classe A-1, 2 parts sociales de classe A-2, 2 parts sociales de classe B-1, 2 parts sociales de classe B-2, 2 parts sociales de classe C-1, 2 parts sociales de classe C-2, 1 part sociale de classe D-1, 2 parts sociales de classe D-2, 2 parts sociales de classe E-1 et 2 parts sociales de classe E-2;

aux nouveaux associés suivants:

10) KC Knauer Consulting GmbH, une société à responsabilité limitée organisée selon les lois d'Allemagne, ayant son siège social à Robert-Bemadis-Straße 10, 40474 Düsseldorf, Allemagne.

11) UMN Beteteiligungs GmbH, société à responsabilité limitée organisée selon les lois d'Allemagne, ayant son siège social à Viktoriastraße 22, 53173 Bonn, Allemagne.

de sorte que les parts sociales de la Société sont réparties comme suit:

Associé	Nombre de parts sociales détenues dans chacune des classe A-1, A-2, B-1, B-2, C-1, C-2, D-1, D-2, E-1 et E-2
Star II US Limited Partnership No.1	15.673 parts sociales de classe A-1 15.673 parts sociales de classe A-2 15.673 parts sociales de classe B-1 15.673 parts sociales de classe B-2 15.673 parts sociales de classe C-1 15.673 parts sociales de classe C-2 15.674 parts sociales de classe D-1 15.674 parts sociales de classe D-2 15.673 parts sociales de classe E-1 15.673 parts sociales de classe E-2
Star II UK Limited Partnership No. 1	207.872 parts sociales de classe A-1 207.872 parts sociales de classe A-2 207.872 parts sociales de classe B-1 207.872 parts sociales de classe B-2 207.872 parts sociales de classe C-1 207.873 parts sociales de classe C-2 207.873 parts sociales de classe D-1 207.873 parts sociales de classe D-2 207.873 parts sociales de classe E-1 207.873 parts sociales de classe E-2
Star II Executive Co-investment Limited Partnership	1.781 parts sociales de classe A-1 1.781 parts sociales de classe A-2 1.781 parts sociales de classe B-1 1.781 parts sociales de classe B-2 1.781 parts sociales de classe C-1 1.781 parts sociales de classe C-2 1.781 parts sociales de classe D-1 1.781 parts sociales de classe D-2 1.782 parts sociales de classe E-1 1.783 parts sociales de classe E-2
NB Co-Invest Partners L.P.,	13.835 parts sociales de classe A-1
représentée par son general partner NB Co-Investment Associates L.P.,	13.835 parts sociales de classe A-2
à son tour représentée par NB Co-Investment Associates LLC	13.835 parts sociales de classe B-1 13.835 parts sociales de classe B-2 13.835 parts sociales de classe C-1 13.835 parts sociales de classe C-2 13.835 parts sociales de classe D-1 13.835 parts sociales de classe D-2 13.835 parts sociales de classe E-1 13.835 parts sociales de classe E-2
Co-Investment Capital Partners L.P.,	507 parts sociales de classe A-1
représentée par son mandataire autorisé NB Alternatives Advisers LLC	507 parts sociales de classe A-2 507 parts sociales de classe B-1 507 parts sociales de classe B-2 507 parts sociales de classe C-1 506 parts sociales de classe C-2 506 parts sociales de classe D-1 506 parts sociales de classe D-2 506 parts sociales de classe E-1 505 parts sociales de classe E-2
NB Co-Investment Group L.P.,	359 parts sociales de classe A-1
représentée par son general partner NB Co-Investment Associates L.P.,	359 parts sociales de classe A-2
à son tour représentée par NB Co-Investment Associates LLC	359 parts sociales de classe B-1 359 parts sociales de classe B-2

	359 parts sociales de classe C-1
	359 parts sociales de classe C-2
	358 parts sociales de classe D-1
	358 parts sociales de classe D-2
	359 parts sociales de classe E-1
	359 parts sociales de classe E-2
NB PEP Investments I L.P. (Incorporated)	816 parts sociales de classe A-1
	816 parts sociales de classe A-2
	816 parts sociales de classe B-1
	816 parts sociales de classe B-2
	816 parts sociales de classe C-1
	816 parts sociales de classe C-2
	816 parts sociales de classe D-1
	817 parts sociales de classe D-2
	817 parts sociales de classe E-1
	818 parts sociales de classe E-2
NB Crossroads 2010 - MC Holdings L.P.	816 parts sociales de classe A-1
	816 parts sociales de classe A-2
	816 parts sociales de classe B-1
	816 parts sociales de classe B-2
	816 parts sociales de classe C-1
	816 parts sociales de classe C-2
	816 parts sociales de classe D-1
	817 parts sociales de classe D-2
	817 parts sociales de classe E-1
	818 parts sociales de classe E-2
Operating Venture Capital, LLC	593 parts sociales de classe A-1
	593 parts sociales de classe A-2
	593 parts sociales de classe B-1
	593 parts sociales de classe B-2
	593 parts sociales de classe C-1
	593 parts sociales de classe C-2
	594 parts sociales de classe D-1
	593 parts sociales de classe D-2
	593 parts sociales de classe E-1
	593 parts sociales de classe E-2
KC Knauer Consulting GmbH	514 parts sociales de classe A-1
	514 parts sociales de classe A-2
	514 parts sociales de classe B-1
	514 parts sociales de classe B-2
	514 parts sociales de classe C-1
	514 parts sociales de classe C-2
	514 parts sociales de classe D-1
	514 parts sociales de classe D-2
	513 parts sociales de classe E-1
	514 parts sociales de classe E-2
UMN Beteiligungs GmbH	258 parts sociales de classe A-1
	258 parts sociales de classe A-2
	258 parts sociales de classe B-1
	258 parts sociales de classe B-2
	258 parts sociales de classe C-1
	258 parts sociales de classe C-2
	257 parts sociales de classe D-1
	256 parts sociales de classe D-2
	256 parts sociales de classe E-1
	253 parts sociales de classe E-2

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 octobre 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014168503/163.

(140192400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2014.

Future Brands Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6740 Grevenmacher, 4, Kurzacht.

R.C.S. Luxembourg B 117.185.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014173697/9.

(140198845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2014.

Frey Wille Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 83, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 143.610.

Les comptes annuels au 31 janvier 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 10 novembre 2014.

Référence de publication: 2014173696/10.

(140199041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2014.

Foord SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 176.243.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2014173695/10.

(140198375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2014.

Redai Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 87.878.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration qui s'est tenue à Luxembourg le 28 octobre 2014 à 9.30 heures

Résolution unique

Le conseil d'administration décide de coopter administrateur en remplacement de Monsieur Marco Sterzi, Monsieur Julien Nicaud, né le 4 juin 1981 à Metz (FR) et résident professionnellement au 5, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, nouvel administrateur de la société.

L'élection définitive de Monsieur Nicaud sera soumise à la plus proche assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 28 octobre 2014.

Pour copie conforme

Pour le Conseil d'Administration

Xavier Mangiullo

Administrateur

Référence de publication: 2014168668/18.

(140192537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2014.
